

# LA PROTECTION CIVILE AU CANADA

*Comment le bel art de la langue de bois et de la procrastination entrave les gens qui voudront vous aider quand le pire surviendra ...*

**Rapport du Comité sénatorial permanent de la  
sécurité nationale et de la défense**



## **Réponses au questionnaire**

**Volume 3**

**Deuxième session**

**Trente-neuvième législature**

**2008**



Le rapport *La protection civile au Canada* comprend quatre volumes.  
Le premier volume contient les observations et recommandations du comité.  
Les volumes 2, 3 et 4 regroupent les réponses fournies par 92 des 100 municipalités sondées  
par le comité.

Les quatre volumes sont disponibles en ligne à [www.sen-sec.ca](http://www.sen-sec.ca).  
Des copies papier sont disponibles sur demande.

Pour tout renseignement :  
Site Web du comité : [www.sen-sec.ca](http://www.sen-sec.ca)  
Greffières du comité : [defence@sen.parl.gc.ca](mailto:defence@sen.parl.gc.ca)  
1-800-267-7362 (numéro sans frais)

*This document is available in English*



# **LA PROTECTION CIVILE AU CANADA**

*Comment le bel art de la langue de bois et de la  
procrastination entrave les gens qui voudront vous aider  
quand le pire surviendra ...*

**Rapport du Comité sénatorial permanent de la  
sécurité nationale et de la défense**

**Volume 3  
Deuxième session  
Trente-neuvième législature  
2008**



## TABLE DES MATIÈRES

---

Membres .....	i
Présentation des réponses au questionnaire .....	iii
Lettre d'accompagnement pour le questionnaire .....	v
Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007 .....	vii
Municipalités par ordre alphabétique .....	xix
Municipalités par ordre alphabétique de province.....	xxii
Municipalités en ordre de population .....	xxv
Réponses au questionnaire.....	1





## MEMBRES

---

### LE COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE LA SÉCURITÉ NATIONALE ET DE LA DÉFENSE 39<sup>e</sup> législature, 2<sup>e</sup> session

L'honorable Colin Kenny  
*Président*

L'honorable David Tkachuk  
*Vice-président*

et

Les honorables sénateurs :

Tommy Banks  
Joseph A. Day  
Michael A. Meighen  
Grant Mitchell  
Wilfred P. Moore  
Nancy Ruth  
Rod A.A. Zimmer

\*L'honorable Marjory Lebreton, C.P. (ou l'honorable Gerald Comeau)

\*L'honorable Céline Hervieux-Payette, C.P.  
(ou l'honorable Claudette Tardif)

\*Membres d'office

*Autres sénateurs qui ont participé au travail du comité à ce sujet :*  
Les honorables sénateurs Dallaire, Downe, Massicotte, Nolin, Peterson  
et Segal

*Conseillers spéciaux du comité :*  
MGen (ret) Keith McDonald et Barry Denofsky

*Personnel de recherche de la Bibliothèque du Parlement :*  
Melissa Radford, Maureen Shields, Jason Yung et Steven James

*Greffières du comité :*  
Shaila Anwar et Gaëtane Lemay



## PRÉSENTATION DES RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE

---

Les volumes 2, 3 et 4 de ce rapport contiennent les 92 réponses que le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense a reçues à son questionnaire sur la protection civile, présentées par ordre alphabétique de municipalité. Ce questionnaire a été envoyé aux premiers intervenants de 100 municipalités canadiennes comptant une population de plus de 20 000 habitants.

Tout comme le questionnaire diffusé par le comité en 2004, celui-ci ne se voulait pas une enquête scientifique. Au contraire, le comité y posait des questions « pointues » et des questions ouvertes laissant aux responsables locaux la chance de décrire librement leur degré de préparation. Nous estimons que cette vaste enquête a permis d'esquisser un tableau assez exact de la situation en matière de protection civile au Canada.

Le rapport de 2004 du comité a suscité des réactions positives, dont des observations élogieuses sur l'utilité des réponses pour les lecteurs du questionnaire. Le comité espère, qu'encore une fois, son rapport sur la protection civile servira d'ouvrage de référence

- aux médias;
- aux premiers intervenants et aux organismes de gestion des situations d'urgence des diverses collectivités, afin qu'ils puissent comparer le degré de préparation de leur municipalité à celui d'autres collectivités de même taille;
- aux populations des municipalités sondées, afin qu'elles aient une idée de la mesure dans laquelle leur communauté pourrait gérer les effets d'une catastrophe naturelle ou attribuable à l'action humaine.

Le comité est reconnaissant à tous ceux qui ont répondu à son questionnaire et tient à remercier les premiers intervenants qui ont pris le temps d'en commenter la teneur.



# LETTRE D'ACCOMPAGNEMENT POUR LE QUESTIONNAIRE

---



CANADA

LIBRARY OF PARLIAMENT  
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Ottawa (Ontario) K1A 0A9  
Le 13 avril 2007

À l'attention du directeur de la gestion des urgences :

Le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense mène une étude de suivi concernant son enquête de 2003 sur la capacité d'intervention en cas d'urgence au Canada. Au nom de ce Comité, je sollicite votre aide dans le cadre de cette étude. En 2003, les renseignements fournis par diverses municipalités ont donné au Comité une bonne idée de la façon dont les premiers intervenants perçoivent la capacité d'intervention en cas d'urgence et se sont révélés inestimables pour la publication du rapport du Comité, intitulé *Les urgences nationales : Le Canada, fragile en première ligne*. Le Comité se tourne de nouveau vers votre municipalité pour l'aider à comprendre son niveau de préparation en cas d'urgence.

Notre rapport *Les urgences nationales : Le Canada, fragile en première ligne*, en mars 2004, était fondé sur une simple question : de quoi les premiers intervenants ont-ils besoin pour répondre efficacement à des urgences et des catastrophes à grande échelle? Dans notre rapport, nous avons indiqué que nous étions préoccupés par le manque d'attention et de financement de la part du gouvernement en ce qui concerne la capacité d'intervention en cas d'urgence dans les domaines de la santé, des désastres naturels et des actes terroristes. Ces mêmes sujets nous préoccupent toujours aujourd'hui.

Même si le Comité a entendu les témoignages de nombreux représentants du gouvernement fédéral, nous avons constaté que les renseignements les plus précieux proviennent des hommes et des femmes qui travaillent en première ligne – les premiers intervenants et les responsables de la gestion des urgences municipaux tels que vous. La dernière fois, nous avons envoyé des questionnaires à environ 100 municipalités dont la population était supérieure à 20 000 habitants, et nous avons reçu des réponses de la part de 86 coordonnateurs de la protection civile. Le Comité apprécierait obtenir, une fois de plus, des renseignements au sujet de votre municipalité.

... /2

Vous trouverez ci-joint un questionnaire portant sur les mêmes points et sujets clés qui refont constamment surface depuis le début de notre enquête en 2003. Le Comité vous serait reconnaissant de mettre à jour les renseignements concernant l'état de préparation actuel et souhaité de votre municipalité, ainsi que sur votre organisation de gestion des urgences, vos besoins en matière de financement, les menaces possibles visant votre municipalité, les efforts de protection des infrastructures essentielles et l'état de vos relations avec les organisations territoriales, provinciales et fédérales de gestion des urgences.

Le Comité espère débattre des réponses reçues à l'occasion de ses audiences à la fin de juin. Veuillez faire parvenir votre réponse par courriel à l'adresse [defence@sen.parl.gc.ca](mailto:defence@sen.parl.gc.ca). Comme dans le cas du rapport intitulé *Les urgences nationales : Le Canada, fragile en première ligne*, que vous pouvez consulter au <http://www.sen-sec.ca>, les réponses fournies par votre municipalité seront reproduites textuellement. Cela nous permettra d'illustrer les différentes opinions d'un bout à l'autre du Canada.

Je suis chargé de la cueillette des renseignements. Vous pouvez communiquer avec moi par téléphone au 613-995-6364, ou par courriel à l'adresse [james@parl.gc.ca](mailto:james@parl.gc.ca) pour obtenir plus d'information.

J'apprécierais obtenir une réponse de votre part d'ici le 15 mai 2007. Je ferai un suivi de la présente auprès de votre bureau dans la semaine du 1<sup>er</sup> mai 2007.

Merci de votre collaboration.

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Steven James  
Division des affaires politiques et sociales  
Service d'information et  
de recherche parlementaires

SJ/dl

p.j.

## QUESTIONNAIRE SUR LA GESTION DES URGENCES - 2007

---

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

### 1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui          Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui          Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui          Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui    Non    )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté?    (Oui    Non    )

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui          Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui          Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui          Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]



### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui            Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui            Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui            Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui          Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui          Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale .....

#### **4) Financement**

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui          Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l’affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d’urgence.....
  - Acheter du matériel d’intervention .....
  - Constituer une capacité d’intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d’intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d’intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l’intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l’affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu’est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui      Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui      Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui      Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui      Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui      Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui          Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui          Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui          Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui          Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui          Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui          Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui      Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui      Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui      Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui      Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui      Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## **8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)**

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui      Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui      Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui          Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui          Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui          Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui          Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui      Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui      Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### **Questions de suivi**

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
  - Par législation locale
  - Autre : expliquez
- 
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire



2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez
    - Fournitures médicales
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
    - Aliments et eau
    - Autres
      - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
  - J'ai accès à une cache
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède



## MUNICIPALITÉS PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

---

### Volume 2

Abbotsford .....	1
Airdrie .....	13
Alma .....	24
Barrie .....	34
Belleville .....	46
Brandon .....	58
Brantford .....	69
Brockville .....	80
Calgary .....	90
Campbell River .....	103
Cap Breton .....	114
Charlottetown .....	125
Chatham-Kent .....	138
Chilliwack .....	149
Clarington .....	161
Colchester .....	172
Coquitlam .....	184
Cornwall .....	198
Courtenay .....	210
Drummondville .....	221
Edmonton .....	232
Gatineau .....	243
Granby .....	255
Grande Prairie .....	266
Grand Sudbury .....	278
Guelph .....	289
Halifax .....	301
Halton Hills .....	315
Hamilton .....	326
Joliette .....	338
Kamloops .....	349
Kingston .....	360

### Volume 3

Kitchener .....	1
Langley .....	13
Laval .....	26
Leamington .....	37
Lethbridge .....	47
London .....	58
Longueuil .....	69
Medicine Hat .....	82
Milton .....	94
Moncton .....	105

Montréal.....	120
Moose Jaw .....	132
Nanaimo.....	144
North Bay.....	155
Orangeville.....	166
Orillia .....	177
Oshawa.....	189
Ottawa.....	200
Owen Sound.....	214
Penticton .....	226
Peterborough.....	237
Prince Albert .....	248
Prince George .....	259
Québec .....	271
Regina .....	282
Richmond.....	292
Rimouski.....	304
Rouyn-Noranda.....	317
Saanich.....	329
Saguenay / Chicoutimi – Jonquière .....	340
Saint John.....	352
Saint-Georges.....	364
Saint-Jean-sur-Richelieu.....	375
Saint-Jérôme .....	385

## Volume 4

Salaberry-de-Valleyfield.....	1
Sarnia .....	12
Saskatoon .....	26
Sault Ste. Marie.....	38
Shawinigan.....	49
Sherbrooke .....	60
Sorel .....	71
St. Catharines .....	82
St. John’s.....	93
St. Thomas .....	103
Stratford .....	114
Strathcona County.....	125
Surrey.....	136
Thetford Mines .....	147
Thunder Bay .....	157
Timmins .....	168
Toronto.....	179
Trois-Rivières .....	195
Vancouver .....	206
Vernon .....	216
Victoria .....	227
Victoriaville .....	238
Windsor.....	249

Winnipeg.....	261
Wood Buffalo .....	273
Woodstock .....	284

## MUNICIPALITÉS PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DE PROVINCE

---

(numéro de volume – numéro de page)

### ALBERTA

Airdrie.....	2-13
Calgary.....	2-90
Edmonton.....	2-232
Grande Prairie.....	2-266
Lethbridge.....	3-47
Medicine Hat.....	3-82
Strathcona County.....	4-125
Wood Buffalo.....	4-273

### COLOMBIE-BRITANNIQUE

Abbotsford.....	2-1
Campbell River.....	2-103
Chilliwack.....	2-149
Coquitlam.....	2-184
Courtenay.....	2-210
Kamloops.....	2-349
Langley.....	3-13
Nanaimo.....	3-144
Penticton.....	3-226
Prince George.....	3-259
Richmond.....	3-292
Saanich.....	3-329
Surrey.....	4-136
Vancouver.....	4-206
Vernon.....	4-216
Victoria.....	4-227

### ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Charlottetown.....	2-125
--------------------	-------

### MANITOBA

Brandon.....	2-58
Winnipeg.....	4-261

### NOUVEAU-BRUNSWICK

Moncton.....	3-105
Saint John.....	3-352

### NOUVELLE-ÉCOSSE

Cap Breton.....	2-114
Colchester.....	2-172
Halifax.....	2-301

### ONTARIO

Barrie .....	2-34
Belleville.....	2-46
Brantford.....	2-69
Brockville.....	2-80
Chatham-Kent.....	2-138
Clarington .....	2-161
Cornwall.....	2-198
Grand Sudbury .....	2-278
Guelph.....	2-289
Halton Hills.....	2-315
Hamilton .....	2-326
Kingston.....	2-360
Kitchener.....	3-1
Leamington .....	3-37
London .....	3-58
Milton.....	3-94
North Bay.....	3-155
Orangeville.....	3-166
Orillia .....	3-177
Oshawa.....	3-189
Ottawa.....	3-200
Owen Sound.....	3-214
Peterborough.....	3-237
Sarnia .....	4-12
Sault Ste. Marie.....	4-38
St. Catharines .....	4-82
St. Thomas .....	4-103
Stratford .....	4-114
Thunder Bay .....	4-157
Timmins .....	4-168
Toronto.....	4-179
Windsor.....	4-249
Woodstock .....	4-284

## QUÉBEC

Alma.....	2-24
Drummondville.....	2-221
Gatineau .....	2-243
Granby .....	2-255
Joliette.....	2-338
Laval .....	3-26
Longueuil .....	3-69
Montréal.....	3-120
Québec .....	3-271
Rimouski.....	3-304
Rouyn-Noranda.....	3-317
Saguenay / Chicoutimi – Jonquière .....	3-340
Saint-Georges.....	3-364
Saint-Jean-sur-Richelieu.....	3-375
Saint-Jérôme .....	3-385

Salaberry-de-Valleyfield.....	4-1
Shawinigan.....	4-49
Sherbrooke.....	4-60
Sorel.....	4-71
Thetford Mines.....	4-147
Trois-Rivières.....	4-195
Victoriaville.....	4-238

**SASKATCHEWAN**

Moose Jaw.....	3-132
Prince Albert.....	3-248
Regina.....	3-282
Saskatoon.....	4-26

**TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR**

St. John's.....	4-93
-----------------	------



## MUNICIPALITÉS EN ORDRE DE POPULATION

---

(numéro de volume – numéro de page)

### GRANDES (plus que 500 000)

Toronto.....	4-179
Montréal.....	3-120
Vancouver.....	4-206
Calgary.....	2-90
Edmonton.....	2-232
Ottawa.....	3-200
Winnipeg.....	4-261
Hamilton.....	2-326

### MOYENNES (100 000 - 499 999)

Kitchener.....	3-1
London.....	3-58
St. Catharines.....	4-82
Halifax.....	2-301
Windsor.....	4-249
Oshawa.....	3-189
Gatineau.....	2-243
Saskatoon.....	4-26
Regina.....	3-282
Barrie.....	2-34
Sherbrooke.....	4-60
St. John's.....	4-93
Trois-Rivières.....	4-195
Saguenay / Chicoutimi – Jonquière.....	3-340
Kingston.....	2-360
Guelph.....	2-289
Cap Breton.....	2-114
Grand Sudbury.....	2-278
Thunder Bay.....	4-157
Laval.....	3-26
Chatham-Kent.....	2-138
Longueuil.....	3-69
Surrey.....	4-136
Saanich.....	3-329
Coquitlam.....	2-184
Richmond.....	3-292
Abbotsford.....	2-1
Québec.....	3-271

### PETITES (50 000 – 99 999)

Saint John.....	3-352
Langley.....	3-13
Moncton.....	3-105
Sarnia.....	4-12
Nanaimo.....	3-144

Peterborough.....	3-237
Saint-Jean-sur-Richelieu.....	3-375
Kamloops.....	2-349
Sault Ste. Marie.....	4-38
Lethbridge.....	3-47
Prince George.....	3-259
Colchester.....	2-172
Belleville.....	2-46
Drummondville.....	2-221
Medicine Hat.....	3-82
Saint-Jérôme.....	3-385
Victoria.....	4-227
Chilliwack.....	2-149
Wood Buffalo.....	4-273
Clarington.....	2-161
Milton.....	3-94
Halton Hills.....	2-315
Brantford.....	2-69
North Bay.....	3-155
Shawinigan.....	4-49
Strathcona County.....	4-125

**TRÈS PETITES (20 000 – 49 999)**

Cornwall.....	2-198
Granby.....	2-255
Vernon.....	4-216
Brandon.....	2-58
Charlottetown.....	2-125
Salaberry-de-Valleyfield.....	4-1
Sorel.....	4-71
Grande Prairie.....	2-266
Victoriaville.....	4-238
Penticton.....	3-226
Joliette.....	2-338
Woodstock.....	4-284
Moose Jaw.....	3-132
Campbell River.....	2-103
Stratford.....	4-114
Orillia.....	3-177
Leamington.....	3-37
Alma.....	2-24
Orangeville.....	3-166
Brockville.....	2-80
Owen Sound.....	3-214
Thetford Mines.....	4-147
Saint-Georges.....	3-364
Airdrie.....	2-13
St. Thomas.....	4-103
Rimouski.....	3-304
Prince Albert.....	3-248

Courtenay .....	2-210
Timmins .....	4-168
Rouyn-Noranda.....	3-317



**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Kitchener  
Ontario**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Je m'appelle Steve Usher, je suis chef pompier adjoint au Service des incendies de Kitchener. J'ai 23 ans d'expérience comme pompier et j'ai récemment été nommé coordonnateur communautaire de la gestion des urgences (CCGU) pour la Ville de Kitchener.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est : 52,18 milles carrés
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

**Kitchener**  
**[traduction]**

**2) Évaluation des risques**

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

Le Service des incendies de Kitchener utilise le modèle HIRA créé par EMO (Gestion des urgences Ontario).

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Conformément à la Loi sur la gestion des urgences, le Service des incendies de Kitchener met HIRA à jour une fois l'an et soumet le résultat à EMO pour évaluation et/ou approbation.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publique .....X
- Organisation locale de gestion des urgences .....X
- Administration municipale .....X
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Le Comité des urgences et ses sous-comités ont consulté des organismes externes qui ont fourni de précieux renseignements pour la création du document HIRA.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Pour créer un document complet, il faut obtenir de l'information de plusieurs sources et avoir le point de vue de plusieurs organismes différents afin de déterminer tous les risques possibles.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui  Non

- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Les services d'urgence locaux : police, pompiers et service d'ambulance sont en mesure de réagir en cas de catastrophe causée par un acte de terrorisme.

### **3) Capacité d'intervention**

#### **3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?**

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée ....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

La Ville de Kitchener possède un Plan d'urgence complet et des services bien dotés en personnel, bien équipés et prêts à intervenir en cas d'urgence majeure dans la municipalité.

#### **3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?**

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

#### **3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?**

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

#### **3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?**

- Oui Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui  Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

La Ville de Kitchener utilise l'hôtel de ville comme centre de commandement principal et le QG du service des incendies comme centre de commandement secondaire.

**Kitchener**  
**[traduction]**

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

En cas d'urgence locale, un commandant prend la responsabilité de diriger le déploiement des ressources sur les lieux du sinistre afin d'atténuer la gravité de l'urgence, avec l'aide d'un gestionnaire du lieu du sinistre, qui fait partie du groupe de gestion communautaire. Le CCGU et le reste du groupe de gestion agissent selon les directives du centre de commandement et aident le gestionnaire du lieu du sinistre en mettant à sa disposition les ressources de leurs divisions respectives.

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Des campagnes de sensibilisation publique incitent les familles et les particuliers à se doter d'une trousse d'urgence permettant d'être autonomes 72 heures. Selon la nature et l'ampleur du sinistre, il pourrait falloir tenir plus ou moins longtemps.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....X
  - Ambulanciers .....X
  - Service des incendies .....X
  - Service de police .....X
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....



#### 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui  Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Nous n'avons pas assez d'information sur le niveau de financement et les mécanismes permettant d'y accéder.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

**Kitchener**  
**[traduction]**

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui      Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**5) Sensibilisation du public**

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Le programme de gestion des urgences comprend un volet éducation publique qui donne lieu à la publication de renseignements à la population dans les pages du Kitchener Record ainsi qu'à une exposition pendant la Semaine de la protection civile. Le service des incendies distribue aussi 10 000 dépliants de protection civile au cours de leurs inspections annuelles de domiciles.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?

- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui  Non

En collaboration avec CKCO TV et les stations de radio locales, nous avons la possibilité d'interrompre les émissions de télévision ou de radio locales ou nationales pour transmettre des messages ou des instructions en cas d'urgence. Nous avons mis le système à l'essai et tout semble indiquer qu'il répondrait à nos besoins en situation d'urgence.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui  Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui  Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Nous utilisons des systèmes de communication quotidiennement et l'interopérabilité est une simple question de choisir la fréquence appropriée.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Je ne suis pas au courant du genre de système de communication utilisé en dehors de notre région.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui  Non

La région a une équipe CBRN et possède le matériel nécessaire pour intervenir en cas d'incident CBRN.

**Kitchener**  
**[traduction]**

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui          Non

Je ne sais pas

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui   X      Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui          Non   X

Tous les membres d'un CCGSU ou de la GCC devraient recevoir cette formation.

**7) Rôle des Forces canadiennes**

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui   X      Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui          Non   X
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui          Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui   X      Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui          Non   X
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui          Non

Manque d'information.

**8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)**

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui          Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**9) Protection des infrastructures essentielles**

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui  Non

**Kitchener**  
**[traduction]**

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui  Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

Je ne sais pas

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Je ne sais pas

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Le service des incendies de Kitchener procède à des enquêtes tactiques et à des visites de familiarisation dans les entreprises pour s'assurer que les risques et les marches à suivre sont bien compris et qu'une situation d'urgence, si elle devait se produire, serait aussi atténuée que possible. Ces démarches permettent aussi de repérer des infrastructures essentielles qui ne figurent pas encore sur les listes. Par des initiatives d'éducation publique, les entreprises sont invitées à établir des plans de poursuite des activités afin de réduire au minimum les interruptions de service en cas d'urgence.

**Questions de suivi**

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
  
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence X
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez
    - Fournitures médicales
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
    - Aliments et eau
    - Autres
      - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

**Kitchener**  
**[traduction]**

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui X (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
  - J'ai accès à une cache X
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède



**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Langley  
Colombie-Britannique**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Ginger Sherlock, coordonnateur de la gestion des urgences, Ville et Canton de Langley  
Directeur exécutif, EPICC – Conseil de protection civile pour l'industrie et le commerce  
Membre de ERII / Agent de correction pendant 10 ans, expérience en intervention d'urgence  
Bénévole SSU depuis 1999 – travaillé au CR lors d'évacuations pour cause d'incendie et en  
2003 lors des feux de forêt de Kamloops (emplois divers : accueil, supervision de l'accueil,  
encadrement des bénévoles et employés, tri de documentation, sécurité, etc.)  
Participé aux opérations d'urgence : grippe aviaire 2004 et marée de tempête 2006

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..
- Toutes ces réponses .....X

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**Langley**  
**[traduction]**

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui            Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**2) Évaluation des risques**

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X    Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....X
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X) **Le voudrait-il? Qu'on me le dise!**

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X    Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Quand on a craint que la crue printanière fasse sortir le fleuve Fraser de son lit, l'industrie locale a fait preuve d'une grande ouverture, a autorisé des visites d'inspection, nous a expliqué quelles mesures préventives avaient été prises, quelles étaient encore les zones d'inquiétude, les gens étaient très au courant des niveaux d'eau, du seuil auquel il faudrait évacuer, etc.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

C'était formidable! On a pu avoir un tableau très précis des secteurs de Langley qui risquaient d'être touchés et nous savions qui allait faire quoi et quand, tous les points critiques étaient sous contrôle, et on nous a offert de l'aide pour ceux qui auraient du matériel à déménager hors de la zone de danger, etc.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui  Non  - mais pas autant que Burnaby ou Vancouver ou Richmond; notre profil est bien plus bas.
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée ....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

On a plus d'une centaine de bénévoles, et les employés – bien qu'ils manquent de formation – sont tous très dévoués et veulent sincèrement bien faire. Nous avons un Centre d'opérations d'urgence, des brochures, des directives et des instructions détaillées, et nous donnons de la formation et faisons des exercices tous les ans.

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé..... la participation des forces armées aux « préparatifs » en prévision de ce qui aurait pu être la pire inondation de notre histoire, a été très encourageante et nous a montré à quel point la menace était prise au sérieux! Merci d'avoir validé nos craintes et de nous avoir manifesté votre soutien, physiquement!
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance .... – sans aucune hésitation ni réserve!

**Langley**  
**[traduction]**

- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

**3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?**

- Oui  Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?**

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre  
[SCI – ce n'est pas ça à l'échelle du Canada?...oh, j'en ai tellement à apprendre! ☺](#)
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?**

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Très utile lors du récent risque d'inondation \(ici encore, je m'en remets à ce récent scénario pour donner des exemples\) car nous avons une vallée en commun avec la municipalité voisine, la Ville d'Abbotsford. Nous devons coordonner nos niveaux critiques pour pouvoir évacuer nos citoyens en même temps et nous avons offert d'accueillir le centre d'évacuation d'urgence où seraient dirigés tous les évacués de la vallée.](#)

**3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?**

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[J'aimerais pouvoir dire 96 heures, mais comme je suis entré en poste en janvier, j'en ai encore beaucoup à apprendre, et je ne suis pas sûr du degré de préparation de la](#)

population – en général, les gens ont tendance à ne pas beaucoup compter sur leur capacité d'être autonome (étrange puisque bon nombre d'entre eux sont des agriculteurs!)  
Je trouve cette ambivalence plutôt curieuse – je vous tiendrai au courant.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui            Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....X
  - Ambulanciers .....X
  - Service des incendies .....X
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....X

#### 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité                            X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui    X    Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui            Non    - pas sûr ...peut-être mes patrons (chefs pompiers tous les deux)  
mais je ne pense pas que les autres soient au courant, et moi, je continue d'apprendre.

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui    X    Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

**Langley**  
**[traduction]**

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite                    X
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Quand une municipalité prend par étapes des mesures visant à ce que les protocoles et la formation soient en place – il devrait y avoir un moyen d'accorder à cette municipalité une prime, ou un financement complet – et il devrait aussi y avoir moyen de sanctionner le refus de se conformer. En laissant le financement aux municipalités, on risque de créer des zones lacunaires, parce qu'il y a toujours des luttes de pouvoir pour accéder à la formation, donner du temps aux employés pour qu'ils fassent la formation, et trouver les employés qui vont coordonner les bénévoles. À l'heure actuelle, ce n'est pas comme ça partout en C-B – certaines municipalités ont un coordonnateur des urgences (EC) qui relève du directeur municipal (CAO), et l'adhésion se fait plus facilement; mais dans notre municipalité, le coordonnateur des urgences relève du Chef pompier, et dans ce cas, les responsabilités se fondent dans celles du Service des incendies et dans la mentalité des services d'intervention (vous voyez ce que je veux dire, non?).

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X PCPC    Non            X – avez-vous une liste? Un site web qui donnerait la liste de tout ce qu'on peut demander? Le PCPC est-il le seul programme?

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X    Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

J'aurais besoin de me renseigner davantage. Ne peux pas répondre parce que je n'étais pas ici – Langley n'a pas fait de demande de subvention l'an dernier. Je ne raterai pas l'occasion cette année.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Pour ma part, je ne sais pas – vous, le savez-vous? J'aimerais bien le savoir si vous

trouvez la réponse, et je monterai un dossier pour ce programme, car mon prédécesseur ne conservait pas ce genre de données. Merci.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

C'est quelque chose d'avoir un effectif de 1,5 employé à temps plein. On passe à côté de bien des choses comme le travail avec le conseil scolaire et les entreprises locales, en plus d'un vaste programme communautaire de protection civile (qui n'est PAS coordonné à Langley pour le moment) – on a des idées et des projets dans ces domaines pour notre collectivité, mais on manque de temps et de personnel pour en faire autre chose que des mots sur le papier.

5) **Sensibilisation du public**

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

On a un site web – on distribue des dépliants, on donne des séminaires et on monte un présentoir dans le cadre d'événements communautaires.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? – pour le moment, on fait du porte à porte. Mais c'est une question qui m'intéresse. Ici encore, la question du financement va se poser si j'essaie d'en faire valoir l'importance à l'échelle locale ...est-ce que ça ne pourrait pas relever du régional? Une simple question, comme ça... en passant!
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente) nous étudions la question et voyons ce qui est offert. Nous aurons peut-être une proposition à faire à l'automne. Le PCPC subventionnerait-il un projet de ce genre?
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

– avez-vous des données sur les systèmes offerts sur le marché et sur la proportion de municipalités qui sont satisfaites de tel ou tel système, etc. Si vous pouviez partager ce genre de renseignement avec nous, ce serait bien apprécié.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X

**Langley**  
**[traduction]**

- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Ici encore, c'est comme plus haut. Est-ce que ce genre de chose ne devrait pas être de niveau régional? On communiquerait avec les médias locaux et si le sinistre est local mais assez important, on aurait tous les médias qu'on veut, dans les jambes. Je sais ce que vous voulez dire, mais avec le câble et le satellite, il n'y a plus grand monde qui regarde les stations de télé locales, et le satellite refuse de diffuser les stations locales – je le sais, j'ai essayé. Comme système d'alerte en cas d'urgence, je trouverais ça insuffisant; beaucoup de coordination pour bien peu de résultats.

**6) Premiers intervenants**

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi? Apparemment, il faut les mêmes radios et la même fréquence pour tout le monde.
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Si vous avez de l'information là-dessus, je vous serais bien reconnaissant de me le dire! J'ai signalé ce problème au printemps et on m'a dit que ça ne pourrait se régler qu'en achetant des radios pour tout le monde, car nous avons des intervenants locaux, régionaux et provinciaux qui ont tous des systèmes différents sur des bandes de fréquence différentes. J'en apprends des choses – J'ADORERAI vous avoir une journée complète avec moi!

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

NON

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui X Non

Il y a un train qui traverse nos municipalités 16 fois par jour chargé de produits chimiques – on est prêt!

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

Pour dire vrai – je ne suis pas sûr! Nos deux collectivités font des copies de sauvegarde –



mais ce serait intéressant de savoir quelle est l'étendue des dommages avant de remettre le système en marche, etc....

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui          Non X
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui          Non X

Bien des cadres supérieurs ne sont pas convaincus (c'est le cas d'un de mes supérieurs) alors la formation et le temps alloué à la formation (tous deux des enjeux en soi) ne sont pas offerts à notre niveau.

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X      Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X      Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui X      Non
  - Dans la négative, pourquoi?

Et ça été une expérience très positive! Tant pour les agents de liaison que pour le personnel de la municipalité – merci!

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui          Non X
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui          Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui          Non

Qu'est-ce qu'il faut faire pour avoir une unité de réserve postée ici?... ☺

**Langley**  
**[traduction]**

**8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)**

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui          Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

Le plus proche est à Vancouver, mais on partage l'équipe de recherche et sauvetage de la région du Fraser avec la municipalité d'Abbotsford.

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi?

S/O

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

Ne le donnez pas aux municipalités – on n'en verra pas la couleur! Comme c'est là, on n'a même pas une équipe de R-S à nous, et Langley ne contribue pas autant qu'Abbotsford ... J'ai encore à étudier les directives et à trouver des arguments pour contester cet état de choses!

## 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui  Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui  Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non  – s'ils l'ont fait, ils ne nous en ont pas parlé ....
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui  Non – oui et non, tout dépend du sinistre, des intervenants, etc.
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Il faudrait que je me renseigne davantage, mais je suis sûr que c'est financé de la même façon que l'intervention dans les autres cas de catastrophes, selon les mêmes lignes directrices et le même soutien.

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

C'est bien beau sur le papier, mais il n'y a pas eu de mise en œuvre par manque de temps et de personnel.

**Questions de suivi**

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
  
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez
    - Fournitures médicales
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
    - Aliments et eau
    - Autres
      - Précisez
  
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus X

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
  - J'ai accès à une cache X – un conteneur avec 200 lits de camp et des couvertures.
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Laval  
Québec**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Le présent formulaire est complété par Jean-Paul Renaud, cadre policier (inspecteur) et présentement responsable à la « sécurité civile et mesures d'urgence » du « Service de protection des citoyens » de Ville de Laval. L'unité « Mesures d'urgence et support logistique » (MUSL) fait partie de ma division depuis 2004. Je suis actif au niveau de la sécurité civile depuis 2006.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....X

Nous avons une densité de 1 532,0 habitants par kilomètres carrés.

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Ville de Laval a déclaré l'état des mesures d'urgence en janvier 2004 par sa résolution numéro 2004/39, en raison des inondations hivernales (frasil) sur les rivières des Prairies et

des Mille-Îles.

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui      Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

Sans déclarer l'état d'urgence, le ministère de la sécurité publique a mis en place son programme d'aide financière, en vertu de la loi sur la sécurité civile suite à plusieurs sinistres. Plusieurs demandes d'assistance financière ont été traitées pour Ville de Laval et ses résidents en vertu de ce programme pour divers sinistres tel :

Sécheresse en 1983, résolutions no CE-84/3227 et CE-84/8333

Inondations du 14 juillet 1987, résolutions no CE-87/6734, CE-87/7540 et CE-87/7977

Inondations printanières de 1991, résolution no CE-91/3379

Vents violents des printemps et été 1994, résolution no CE-94/6425

Inondations le ou vers le 19 janvier 1996, résolution no CE-96/649

Inondations des 8 et 9 novembre 1996, résolutions no CE-96/689 et CE-96/7690

Inondations de décembre 1997, à l'hiver et au printemps 1998, résolution no CE-98/2045

Tempête de verglas du 5 au 9 janvier 1998, résolutions no CE-98/273 et CE-98/274

Inondations hivernales (frasil) de janvier 2004, résolution no CE-2004/624

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

Au niveau des incendies, par le biais du schéma de couverture de risques, issu de la Loi sur la sécurité incendie, nous procédons selon une grille définie à une évaluation du risque incendie dans les bâtiments seulement. Il y a 4 niveaux de catégories, de faible à très élevés. La catégorie de risques détermine le nombre de ressources matérielles et humaines à dépêcher sur les lieux.

D'autre part, des comités sont à l'œuvre avec différents partenaires de la sécurité civile pour des analyses de risques sur différents thèmes. (Pandémie, eau potable, chaleurs accablantes, etc.)

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Les analyses sont faites avec les ressources en place pour différents thèmes, selon la disponibilité des ressources.

## Laval

### 2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publique .....X
- Organisation locale de gestion des urgences .....X
- Administration municipale .....X
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

### 2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Les travaux en cours n'incluent pas d'industries privées, ces dernières n'ont pas d'obligation légale envers la ville.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Aucune information, aucune implication.

### 2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Un exercice de simulation avec déploiement des ressources de tous les premiers intervenants était tenu en novembre 2006 avec pour objectif le dépassement des capacités d'intervention de Ville de Laval à l'occasion d'attentats terrorisés dans les stations du métro à Laval. Avec cet exercice, les liens avec les différents partenaires ont été précisés afin que chacun comprenne bien son rôle et celui de ses partenaires en situation de crise. Les niveaux de service prévus dans la loi de police du Québec ont été précisés pour les cas de situations reliées au terrorisme avec la GRC, la Sûreté du Québec, le Service de police de la Ville de Montréal et le Service de protection des citoyens de Laval.

## 3) Capacité d'intervention

### 3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée ....



- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

Pour répondre à cette question, cela demande une connaissance de l'éventail des risques sur le territoire et la connaissance de toutes les ressources disponibles pour faire face à la gestion des conséquences suite à une catastrophe. L'analyse de risque pour la ville de Laval n'est pas complétée.

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....X
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Un centre de coordination des mesures d'urgence est installé de façon permanente à Laval, indépendamment du centre d'appels d'urgence 9-1-1 et de son centre de relève. De plus, la ville est dotée d'un poste de commandement mobile.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

La structure de commandement en cas d'incident est bien définie et a été mise à l'épreuve à plusieurs occasions.

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## Laval

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

Plusieurs ententes de service sont conclues pour la couverture en incendie et en sauvetage au niveau de la sécurité incendie. Au niveau de la police, la loi sur la police au Québec définit bien les niveaux de service et les responsabilités sont clairement définies entre les différents services.

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Selon l'ampleur de la catastrophe, la ville utiliserait ses ressources avant de faire appel à du support externe, là où elle en a la responsabilité. Les appels aux services mandatés pour rendre des services définis (matières dangereuses, espaces clos, etc.) serait fait sans attendre.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....X
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....X
  - Service de police .....X
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....X

## 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui  Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Les personnes ressources à la ville de Laval auraient besoin de plus d'information sur ces programmes.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non

## Laval

- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Deux fois, soit en 1999 pour l'acquisition d'un poste de commandement mobile (résolutions CE-98/7466 et CE-99/57) et en décembre 2005 pour un programme municipal d'exercices de sécurité civile (résolution CE-2005/10536).

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Manque d'information, programme fédéral peu connu.

### 5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Ville de Laval met en ligne sur son portail Internet, des informations à l'intention des citoyens et des liens vers des sites d'intérêt pour les situations d'urgence. En période de crise, les ressources répondants aux citoyens sont mises à contribution et informées de la situation.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui  Non

Nous explorons les solutions disponibles pour la diffusion de messages d'alerte, mais utilisons présentement des porte-paroles auprès des médias, des rencontres de citoyen et la

distribution d'information par courrier ou porte-à-porte, selon le cas.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui          Non X
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui          Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Nous suivons le développement d'applications permettant ces messages à la population afin de pouvoir en bénéficier éventuellement.

## 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui X      Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui X      Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Les systèmes de communication utilisés par les intervenants municipaux sont interopérables et les communications sont gérées par un centre de communication commun (Centre d'appels d'urgence 9-1-1 de ville de Laval)

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Nous sommes à effectuer des vérifications sur ce sujet, avant de procéder à des tests d'opération.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui          Non X

Bien que les premiers intervenants de Ville de Laval ont une formation de base en cette matière, le gouvernement du Québec a donné des subventions à trois villes du Québec pour ces interventions, dont la ville voisine de la nôtre, Montréal.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui X      Non

## Laval

Le service des systèmes et des technologies de Ville de Laval est à la fine pointe du développement technologique et en lien avec divers organismes pour maintenir un haut niveau de protection, selon des normes établies.

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui      Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui      Non    X

Le personnel responsable de la sécurité civile et des mesures d'urgence change avec les différents départs et mutations. La formation doit être renouvelée continuellement.

### 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui    X    Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui    X    Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui      Non
  - Dans la négative, pourquoi?

Des rencontres ont eu lieu avec mon prédécesseur et d'autres devront être faites avec mes successeurs après mon départ, à la fin du mois de mai 2007.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui    X    Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui      Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui      Non    X

Des rencontres devront être faites à ce sujet.

## 8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui          Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui          Non

## Laval

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui      Non X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui      Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui      Non X
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui      Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui      Non X
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

À définir.



**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Leamington  
Ontario**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Chef adjoint Charles (Chuck) Parsons  
Coordonnateur de la gestion communautaire des urgences

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

**Leamington**  
**[traduction]**

**2) Évaluation des risques**

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

Historique, entrevues et recherche locale

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publique .....X
- Organisation locale de gestion des urgences .....X
- Administration municipale .....X
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui  Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Beaucoup de collaboration sauf pour Bell Canada

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

L'infrastructure téléphonique est mal identifiée

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée ....X
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....X
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui      Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui X    Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui      Non X
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**Leamington**  
**[traduction]**

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui            Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X    Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures X
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui            Non X
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

**4) Financement**

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité                            X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui            Non X
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Budget courant et exigences provinciales

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui          Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui          Non    X
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

Pas de financement disponible

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite          X
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Il n'y a pas d'argent disponible

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui    X    Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui    X    Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Ne suis pas sûr, c'était avant mon arrivée

**Leamington**  
**[traduction]**

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Pas très souvent

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**5) Sensibilisation du public**

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Plusieurs campagnes de sensibilisation par le biais de l'éducation publique et des médias

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? « Reverse 911 »
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui      Non X
- Dans la négative, pourquoi? Centre de répartition conjoint pour les pompiers et la police
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui      Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Je pense que les communications devraient se faire depuis un centre de commandement sur les lieux de l'urgence comme on l'enseigne à l'échelle provinciale et fédérale. Souvent l'interopérabilité nous donne les moyens de faire ce qu'on nous a appris à ne pas faire.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui      Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui      Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X      Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui X      Non

Excellentes occasions de formation – il en faudrait davantage

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui      Non X

**Leamington**  
**[traduction]**

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

Je n'en ai jamais eu l'occasion

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)**

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui  Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?

Relève du provincial



8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui            Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial    X
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X    Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X    Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X    Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui X    Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

aucune

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui            Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui            Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement

**Leamington**  
**[traduction]**

provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Lethbridge  
Alberta**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Mike Ross, chef adjoint – Services de soutien  
Coordonnateur des services d'intervention d'urgence de Lethbridge depuis 5 ans

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....X
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..
- Toutes ces réponses .....X

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Inondation

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

**Lethbridge**  
**[traduction]**

**2) Évaluation des risques**

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

Tous les 5 ans

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publique .....X
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui  Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non )

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Raisonnement disposées

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Nous sommes une ville de taille moyenne dans le sud rural de l'Alberta. Nous

comprenons qu'il y a toujours un risque d'acte terroriste, mais nos biens ont une valeur limitée  
qu'il n'y a pas lieu de publiciser

### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée ....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**Lethbridge**  
**[traduction]**

- Dans la négative, pourquoi?

Nous sommes en train d'installer SCI dans notre collectivité. Tous les membres du service des incendies sont initiés à SCI 200, les membres du service de police y seront initiés à l'automne. Ce sera ensuite étendu au reste du personnel de la ville d'ici un an.

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....X
  - Ambulanciers .....X
  - Service des incendies .....X
  - Service de police .....X
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....X

**4) Financement**

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non

- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Prévu dans le budget municipal

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Il y a encore des problèmes à propos du financement et de la formation CBRNE qui durent depuis 2002

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui  Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient

**Lethbridge**  
**[traduction]**

de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Deux fois ET NOUS AVONS OBTENU L'ARGENT LES DEUX FOIS

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Surtout pour de la formation. Il n'y a pas beaucoup d'argent pour la formation dans les municipalités de moins 20 000 habitants, mais en même temps, s'il survenait une catastrophe, on se tournerait vers nous en tant que capitale régionale.

**5) Sensibilisation du public**

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

C'est plus un programme de sensibilisation publique qu'un véritable programme de formation.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui  Non

Nous utilisons le système provincial d'alerte en cas d'urgence

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui  Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui  Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)



## 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui      Non
- Dans la négative, pourquoi? Nous sommes en train d'installer un système interopérable de 800mghz
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui      Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui      Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui      Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui  Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui      Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non

**Lethbridge**  
**[traduction]**

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui  Non

Bien que l'accès à cette ressource soit géré à l'échelle provinciale

**8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)**

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X      Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X      Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui          Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui          Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui          Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui          Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement

**Lethbridge**  
**[traduction]**

provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Je ne peux répondre à cette question car je ne sais pas si le gouvernement a désigné essentielles certaines de nos infrastructures

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Par des partenariats publics-privés et des groupes de travail.

**Questions de suivi**

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale X
  - À la télévision locale X
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale X
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées X (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez

- Fournitures médicales X
- Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X
- Aliments et eau
- Autres
  - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui X (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
  - J'ai accès à une cache X
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité X
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**London  
Ontario**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Dave O'Brien, gestion des mesures d'urgence

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....X
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

Tous les deux ans

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publique .....X
- Organisation locale de gestion des urgences .....X
- Administration municipale .....X
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**London**  
[traduction]

**3) Capacité d'intervention**

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée ....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, **gestion de site**, autre

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]



3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

#### 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**London**

[traduction]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui  Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Semaine de la protection civile

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? Radio, télévision, câble, sites web
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**London**  
**[traduction]**

**6) Premiers intervenants**

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui  Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

NON

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui  Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**7) Rôle des Forces canadiennes**

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**London**  
**[traduction]**

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui            Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses X
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**9) Protection des infrastructures essentielles**

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X    Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui            Non X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui            Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui            Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui            Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui            Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement

provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### **Questions de suivi**

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence

**London**  
**[traduction]**

- Fournitures stockées (voir 2b)
  - Équipement d'urgence spécial
    - Précisez
  - Fournitures médicales
  - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X
  - Aliments et eau
  - Autres
    - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
  - J'ai accès à une cache
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède



**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Longueuil  
Québec**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

- Jacques Babin, chef des mesures d'urgence de la Ville de Longueuil depuis 3 ans;
- Ville de Montréal, 25 ans, officier service de sécurité incendie (intervention 14 ans, gestion de la formation 5 ans, élaboration stratégie et tactique 3 ans, recherche et développement sur les équipements 3 ans)
- Ministère de la sécurité publique du Québec, 3 ans, conseiller en sécurité incendie et sécurité civile

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....X
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..X
- Toutes ces réponses .....

## Longueuil

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui  Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Verglas 1998

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

C'est dans le contexte de la réalisation des schémas de risques en sécurité civile que les municipalités pourront procéder de façon systématique à l'évaluation des risques sur le territoire, entre-temps on procède à l'évaluation de risques les plus urgents selon notamment le règlement sur les urgences environnementales du Canada

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Peu à peu selon les priorités

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publique .....X
- Organisation locale de gestion des urgences .....X
- Administration municipale .....X
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui x Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui x Non )

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

En général, les industries ne refusent pas de participer. Elles sont par contre plus froide à l'idée de transmettre des informations confidentielles.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Les renseignements ne sont pas toujours au rendez-vous, par contre considérant que la gestion des risque de sinistre majeur demeure un processus de longue durée, je suis persuadé que les choses devraient s'améliorer dans le futur et de façon collective et de créer une véritable culture de sécurité civile

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?

- Oui Non x
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Priorité ! argent !

## Longueuil

### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée .....X
- Quelque peu préparée ....
- Pas préparée .....
- Ne sais pas .....

La ville de Longueuil prépare peu à peu son plan de sécurité civile, la formation du personnel et ainsi la création d'une véritable culture de sécurité civile qui soit en harmonie avec la réglementation provinciale et fédérale qui n'est pas toujours au rendez-vous et qui exige par conséquent de travailler par consensus dans les limites des pouvoirs légaux restreints

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....x
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....x
- J'ai confiance .....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui x Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Dans un premier temps, la municipalité possède son propre centre de coordination des mesures d'urgence situé dans la salle du conseil de ville. De plus, on possède un poste de commandement unifié sur roues (roulotte motorisée) récent.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

Le service des incendies utilise un système de commandement similaire au ICS; le service de police utilise un système similaire; le commandement des opérations d'un incident de mesures d'urgence prévoit la création d'un commandement unifié sur le site même du sinistre

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....x
  - Ambulanciers .....x
  - Service des incendies .....

## Longueuil

- Service de police .....
- Organisation de mesures d'urgence locale .....x
- Organisation de mesures d'urgence provinciale ....x

### 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité x
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non x
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Selon la disponibilité des budgets et de la priorité accordée à la sécurité civile et aux mesures d'urgence

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui x Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....x
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....x
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....

- Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....x

génératrice

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite                   x
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

L'organisation des mesures d'urgence exige plus de capitaux qui ne sont pas disponibles.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui           Non   x

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui   x    Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite                   x
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Génératrice refusée

## Longueuil

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

1 seule fois

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Le principal soucis concernent l'achat des équipements spécialisé liés directement aux divers aléas et risques susceptible de survenir; on traite des équipements d'intervention en matière dangereuses, ceux pour le sauvetage avec cordages, un système d'alerte auprès des citoyens que l'on appelle un système automatisé de notification par téléphone

### 5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui            Non x
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui            Non x
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
  - Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
  - Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
  - Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
- Oui            Non

Les moyens utilisés actuellement sont les médias généraux, une station radiophonique 103,3 FM et locale situé sur le territoire qui sert de radio officielle pour les mesures d'urgence, un centre de renseignement à la population par téléphone ou les citoyens peuvent s'informer.



5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui          Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui          Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Nous sommes en processus de la faire avec la station radiophonique CHAA FM 103,3

## 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui          Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

oui

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

non

## Longueuil

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui      Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui      Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui  Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui      Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non

Nous sommes en processus de réalisation avec le major St-Denis

**8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)**

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

## Longueuil

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui      Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui   x      Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui      Non   x

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui      Non   x

- Dans l’affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui      Non
- Dans l’affirmative, quel type d’aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui      Non x
- Dans l’affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui      Non
- Dans l’affirmative, quel type d’aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d’infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

### **Questions de suivi**

(La municipalité n’a pas soumis de réponse aux questions de suivi)

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Medicine Hat  
Alberta**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Albert Bizio, Commissaire aux services publics  
Ville de Medicine Hat

Au sein des Services aux sinistrés, j'ai notamment été directeur du service de l'eau et du traitement des eaux usées au cours des inondations sans précédent que Medicine Hat a connues en 1995; j'ai aussi été directeur du service des travaux municipaux de la Ville (travaux publics) lors de l'inondation de 2005.

J'ai reçu ma formation au Collège canadien de gestion des urgences.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....X
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Déraillements de train et inondations

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui      Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X      Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui      Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté?      (Oui      Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X      Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Elles sont tout à fait disposées à le faire.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Dans une très grande mesure; nous conservons une copie des plans de l'industrie et nous le mettons périodiquement à l'essai en tenant des exercices avec les industries.

**Medicine Hat**  
**[traduction]**

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui            Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui            Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**3) Capacité d'intervention**

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X    Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui            Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]



3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre  
Structure régionale qui emploie un coordonnateur de la SGI/SCI et GLC.
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Cela dépendrait de la nature et de la gravité de la catastrophe, mais l'expérience nous a appris que nous sommes parfaitement capables de tenir longtemps – soit 96 heures et plus

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....X
  - Ambulanciers .....X
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

**Medicine Hat**  
**[traduction]**

**4) Financement**

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité  X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui  X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui  X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....X
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite  X
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Comme Ville, nous n'avons pas accès aux fonds, car seules les collectivités de moins de 20 000 personnes peuvent obtenir des subventions.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui  Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

En général, on n'approuve que les subventions affectées à l'achat de matériel de communications.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Elle a demandé trois subventions et en a obtenu deux.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Il y aurait lieu d'accorder aussi des subventions pour mettre les centres des opérations d'urgence à niveau, faire de la formation, organiser des colloques et uniformiser les communications radio à l'échelle régionale.

## 5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Divers exposés de groupe sont tenus et des feuillets et brochures d'information et de sensibilisation des familles sont distribués.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?

**Medicine Hat**  
**[traduction]**

- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui  Non

C'est un système de diffusion provinciale des messages d'alerte qui peut être activé par les autorités locales aussi bien que provinciales.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui  Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui  Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**6) Premiers intervenants**

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non. La plupart utilisent la technologie à bande VHF, mais les services des incendies et de police se servent de radios fonctionnant sur 800 MHz.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui  Non

La province fournit certaines pièces d'équipement, mais les fonds destinés à la formation demeurent insuffisants.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui  Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

Le nombre insuffisant d'ateliers de formation est un problème, car ils ne peuvent accueillir suffisamment de monde.

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?

Nos pourparlers préliminaires avec les autorités locales du MDN nous ont appris que l'aide fédérale ne sera pas automatique et que le processus à suivre pour bénéficier de ces ressources est lourd.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non

Comme nous le disions à la réponse précédente, les réservistes sont un actif fédéral et une unité locale de la réserve ne peut s'engager activement dans la planification locale.

**Medicine Hat**  
**[traduction]**

**8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)**

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui          Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**9) Protection des infrastructures essentielles**

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X      Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui      Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui      Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui      Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Nous tenons périodiquement des réunions de planification des mesures d'urgence. Depuis peu, nous axons notre planification communautaire sur la planification des mesures d'urgence en cas de pandémie. Ces réunions rassemblent entre autres groupes, les districts scolaires, la chambre de commerce, les industries et les autorités régionales du domaine de la santé.

### Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui  (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale

**Medicine Hat**  
**[traduction]**

○ À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale **X**
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui **X**
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial **X**
      - Précisez (*véhicules, radios, matériel de COU*)
    - Fournitures médicales **X** (*panoplie de trousse de premiers soins militaires*)
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) **X**
    - Aliments et eau
    - Autres
      - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui **X** (*certaines le sont, et certaines sont achetées sur place*) (voir 2c)
- Non



2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
  - J'ai accès à une cache *(Non, Santé Canada a retirée la cache de la Ville il y a deux ans et ne nous a jamais dit où elle se trouve maintenant ni comment y accéder.)*
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Milton  
Ontario**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Larry Brassard, Chef du Service des incendies, Ville de Milton

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Pas dernièrement.

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Elle les examine à chaque année et en fait une nouvelle évaluation cette année.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....X
- Administration municipale .....X
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui  Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non )

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

On ne les a jamais sondées à ce sujet.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Ils en enrichissent le contenu.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Pas certain... la première intervention est avant tout l'affaire de la police lorsqu'il s'agit

**Milton**  
**[traduction]**

de lutte antiterroriste, et les services de police sont assurés à l'échelle régionale.

**3) Capacité d'intervention**

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....X
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

CCU régional doté de matériel de télécommunications, emergency power etc.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans la négative, pourquoi?

Elle attend les lignes directrices de la province.

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

#### 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Ils sont évalués en priorité, avant tous les autres besoins de la communauté.



4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Elle a fait au moins 2 demandes récemment, dont une a été approuvée en partie.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Voir : [www.milton.ca](http://www.milton.ca)

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? Communiqués
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**Milton**  
**[traduction]**

**6) Premiers intervenants**

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui  Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Ils n'ont pour ainsi dire jamais fait l'essai de tels systèmes et ont reçu peu de formation.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui  Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui  Non

Certaines personnes seulement.

**7) Rôle des Forces canadiennes**

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?



- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

Ils n'en ont jamais eu la possibilité, à cause des obstacles administratifs.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)**

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui  Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**Milton**  
**[traduction]**

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui            Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**9) Protection des infrastructures essentielles**

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui    X    Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui            Non    X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui            Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui            Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

J'ignore ce que le gouvernement fédéral a fait dans notre communauté pour y déceler les risques.

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui            Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui            Non

- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Voir en 9c

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### **Questions de suivi**

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez

**Milton**  
**[traduction]**

- Fournitures médicales
- Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
- Aliments et eau
- Autres
  - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus X

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
  - J'ai accès à une cache
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède X

## Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

### Moncton Nouveau-Brunswick

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

#### 1) Votre municipalité et vous

##### 1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Je m'appelle John Allain. Je dirige le Service de planification d'urgence de la ville de Moncton. J'ai été nommé à ce poste par le conseil municipal de Moncton en octobre 1983. Ma tâche à ce titre fait partie de mes fonctions habituelles comme membre de l'équipe de la haute direction de la ville.

Je suis aussi commissaire dans la Réserve des Forces canadiennes avec grade de lieutenant-colonel. J'ai été agréé à l'issue de tous les cours de gestion des mesures d'urgence offerts par le Collège canadien de gestion des urgences, l'OMU du Nouveau-Brunswick et les Forces canadiennes.

##### 1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

La toute dernière RMR et région métropolitaine canadienne compte 122 500 habitants, et il en habite 30 000 de plus à moins de 20 minutes des limites de la municipalité. La superficie de la ville est de 661,99 km carrés.

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....X

##### 1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..X
- Toutes ces réponses .....

##### 1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

##### 1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état

## Moncton

### [traduction]

d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

L'état d'urgence n'a pas été formellement décrété, mais tous les éléments des opérations et des interventions d'urgence dirigées par un centre de commandement d'urgence à effectif complet ont été mis à exécution 7 fois au cours des 10 dernières années. Aucune autre ville du Canada atlantique n'est intervenue aussi souvent en réaction aux menaces, catastrophes et situations d'urgence suivantes :

- inondations (2), y compris les évacuations
- tempête de verglas (1) 6 jours, 35 000 foyers touchés
- opérations 911 – 2 300 personnes, 5 jours
- Sommet international. Le Sommet de la Francophonie a réuni 53 chefs d'État et 5 500 délégués & représentants des médias.
- ouragan (1) Hortense, vents de 160 Km
- tempête de neige (1) 5,5 pieds (165 cm) de neige en 2 jours (effets secondaires graves)
- après le 11 septembre 2001 – 13 interventions après des alertes à l'anthrax (1)

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui      Non    X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

Pendant la crise qui a suivi le 11 septembre 2001, le gouvernement provincial et l'OMU ont confié les interventions d'urgence à la Ville de Moncton.

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui    X    Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?    X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Les évaluations des risques sont faites tous les 36 mois à la lumière de normes élaborées au Collège canadien de gestion des urgences. La Ville se sert de gabarits. Mais depuis le

11 septembre, pour autant que je sache, ces gabarits n'ont pas été mis à jour ni communiqués aux municipalités.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?  
C'est assez récent. C'est arrivé au cours des 30 derniers mois, depuis que nous planifions les mesures d'urgence en cas de pandémie.
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Il n'est pas possible de faire une évaluation assez approfondie sans la coopération de l'industrie.

Les domaines prioritaires sont

- a. l'approvisionnement alimentaire
- b. la logistique, y compris le transport des personnes et des biens, les carburants
- c. l'infrastructure cruciale, dont l'électricité, les communications, les soins de santé et la sécurité.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Le Moncton métropolitain abrite le tout dernier-né des aéroports internationaux canadiens et une partie du système canadien d'aéroports stratégiques. On y trouve de plus la plus grande école de pilotage canadienne en Amérique du Nord, un établissement dont un fort pourcentage des élèves provient de pays étrangers, notamment dans le cadre d'un partenariat stratégique avec l'université de Beijing. Les deux sociétés de messagerie internationale (Puralator et FedEx) y exploitent de grands centres-pivots de tri et d'expédition vers la

## Moncton

### [traduction]

Nouvelle- Angleterre et l'Europe. Tout le fret acheminé par voie de surface dans le couloir est/ouest passe par Moncton. Un important gazoduc acheminant le gaz naturel extrait au large des côtes vers la Nouvelle-Angleterre passe par Moncton.

Si non .....coûts.

### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....X
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....X

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui      Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui X    Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Le principal centre d'opérations se trouve à l'hôtel de ville de Moncton. Comme l'étage supérieur ne comporte pas de bureaux, on peut le convertir en une (1) heure et y installer communications, SGI et sécurité. Lorsque l'installation a été aménagée, en 1997, c'était précisément pour servir à cette fin. On la vérifie tous les 90 jours, et elle est dotée d'une cuisine, de douches et de dortoirs. Moncton compte deux autres centres moins importants de commandement d'urgence. Leur capacité est adéquate.



3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui      Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre  
[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]
- Dans la négative, pourquoi?

Le gouvernement provincial nous a mis au courant en 2006. Il estimait que l'application de ce concept aux opérations permettrait de bien réagir aux urgences nationales et régionales ..... les urgences locales ayant peu ou pas de répercussions à l'échelle nationale ou régionale ne seraient pas une priorité aux plans opérationnel et financier, toutefois. Il n'y avait pas de partenariat.

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Nous avons déjà tenu pendant trois semaines sans avoir besoin d'aide extérieure. Selon la nature de la situation d'urgence et son incidence, l'efficacité de nos services est fortement tributaire de l'existence ou de l'absence d'accords d'aide mutuelle applicables avec les collectivités voisines non touchées. Des menaces plus graves, comme une pandémie ou l'interruption des chaînes nationales et régionales d'approvisionnement, font que nos collectivités peuvent soutenir les opérations d'urgence pendant de moins longues périodes. L'ampleur de la situation et ses effets peuvent aussi empêcher partiellement ou complètement l'application des accords d'aide mutuelle, ainsi que l'ont démontré des situations d'urgence régionales attribuables à des conditions météorologiques extrêmes.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui  Non

## Moncton

### [traduction]

- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

Nous avons peu des fournitures nécessaires pour faire face aux situations d'urgence non conventionnelles, comme les menaces à la santé publique – dans le cas desquelles les stocks sont établis à l'échelle nationale. De plus, il est très difficile de se procurer des articles d'usage courant, comme des civières. Il me faut 55 civières. J'ai mis deux (2) jours à me les procurer, et il y a eu beaucoup de tracasseries administratives.

#### 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....X
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite                   X
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Les programmes de financement sont réservés aux initiatives et priorités fédérales/provinciales. Si le fédéral ne s'en mêlait pas, je crois que ces programmes et priorités n'existeraient pas.

Nous répondons aux besoins de la municipalité selon des critères stricts qui n'ont souvent aucun rapport avec les priorités de la municipalité. Les programmes sont établis en fonction de gabarits plutôt qu'à la lumière d'une « évaluation des besoins ».

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui   X   Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui   X   Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite                   X
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Le PCPC s'est révélé assez bon, mais ne permet pas de répondre aux besoins prioritaires d'une municipalité, surtout pas de planifier les opérations dans des circonstances comme celles qui ont prévalu après le 11 septembre ou dans l'éventualité d'une pandémie.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Une fois en 10 ans, dans des circonstances où intervenaient des HAZMAT.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Les fonds accordés devraient être basés sur une évaluation des besoins, et la province devrait se charger des opérations dans les domaines clés et disposer des ressources voulues pour appliquer les programmes. Il est clair que les mêmes lacunes existent dans toutes les régions de la province et qu'une politique commune ou une action concertée serait utile. Il

**Moncton**  
**[traduction]**

faut :

- (a) rendre le GIS plus polyvalent et améliorer la mise en commun des données (et des données partagées en particulier);
- (b) coordonner les ressources de manière à en optimiser l'utilisation;
- (c) financer un accroissement des ressources en formation et en intervention;
- (d) assurer assez de souplesse pour permettre les conversions coûteuses, comme le passage à l'alimentation électrique auxiliaire;
- (e) établir une structure régionale pour les interventions régionales;
- (f) élargir les groupes de travail de manière à y intégrer des ministères provinciaux dont la contribution est importante même s'ils apportent peu de fonds.

**5) Sensibilisation du public**

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

La Ville a diverses lignes spécialisées 1-800. Après les attentats du 11 septembre 2001, nous avons pu donner de l'information aux citoyens en 6 langues. Nous affichons de l'information de base sur des sites Web et établissons en ce moment des « sites fantômes » qui peuvent être activés en quelques minutes et diffuser sur le champ de l'information préétablie. C'est la façon la plus efficace d'intervenir en cas de pandémie.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui  Non

Tous les réseaux de diffusion de la région mettent périodiquement leurs systèmes à l'essai. Nous diffusons actuellement dans les deux langues officielles de l'information à jour et les coordonnées des personnes-ressources à joindre.

À l'heure actuelle, les organes d'information accordent une haute priorité aux affaires publiques et aux communications d'urgence. Lors de toutes les crises que nous avons

connues jusqu'à maintenant, les communications avec la population, qu'elles aient eu un caractère général ou qu'elles aient été spécifiques à une région ou à un sinistre, ont toujours été assurées avec d'excellents résultats.

Nous sommes très satisfaits de ce système et de l'appui des médias.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui  Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui  Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui  Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans leur utilisation?

Les systèmes subissent toutes les mises à niveau requises. La formation est continue.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Dans le cas des premiers intervenants, oui. Mais il y a certaines limites de sécurité. Parce que la division de la GRC de la région de Codiac assure les services de police dans la région métropolitaine de Moncton, les télécommunications d'arrivée sont surveillées.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

Elle ne peut gérer que les incidents de nature chimique de peu de gravité et les crises causées par des déversements de HAZMAT.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

## Moncton

### [traduction]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui  Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui  Non

Le Collège canadien de gestion des urgences n'offre pas au personnel de gestion des urgences une formation plus approfondie que les cours généraux de GLC et de COU. Ces cours ont été confiés aux provinces afin de permettre au Collège de créer plus de programmes de formation spécialisée et d'agrément après les attentats du 11 septembre 2001. Il est très urgent que le Collège forme et agréé un plus grand nombre de gestionnaires des mesures d'urgence.

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non

Avec les années, les relations entre la population et les militaires sont devenues rien moins qu'exemplaires. Malheureusement, à cause de la demande à laquelle elles doivent répondre et de leur composition, les unités locales ont été affaiblies par d'innombrables déploiements à l'étranger.

Beaucoup de municipalités présument que l'aide est là, prête à intervenir et que les militaires accepteront toujours d'aider. Or, l'aide qu'ils peuvent assurer dépend du type d'unité qui est stationnée dans la municipalité, c'est-à-dire des unités armées de combat, des unités logistiques ou des unités de génie?

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

- Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
  - Oui  Non

Trop souvent, les commandants en poste doivent attendre une autorisation pour agir. Lorsque l'état d'urgence est décrété à l'échelle locale, un officier de liaison militaire devrait être affecté au Centre des opérations d'urgence sans qu'il faille obtenir d'autorisation. À partir de là, toutes les mesures découleraient de son aptitude à prévoir les demandes d'aide et à communiquer avec la chaîne de commandement.

## **8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)**

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

S/O

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?

À cause des coûts et du manque de ressources.

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, en combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

À cause des coûts et du manque de ressources.

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

## Moncton

### [traduction]

La capacité en matière de RSMUL devrait varier selon la provenance des fonds :

- à l'échelle municipale, elle devrait être financée par les municipalités;
- à l'échelle régionale, elle devrait être financée par un partenariat municipal/provincial;
- à l'échelle provinciale, elle devrait être financée par la province;
- aux échelles nationale & internationale, elle devrait être financée par le gouvernement fédéral.

### 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui  Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui  Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

Je l'ignore.

On ne nous a jamais demandé de participer.

Je crois que les raisons sont de deux types.

- (1) Les employés des bureaux fédéraux de l'ensemble du pays doivent être mis au fait de la situation par leur haute direction au fur et à mesure des événements. Ils ne sont pas préparés pour participer à une intervention et ils n'ont pas les ressources voulues pour le faire. Les plans d'intervention d'urgence des bureaux locaux reposent sur l'hypothèse que les autorités locales vont les aider. Ces plans n'ont jamais été officialisés. Un seul ministère, Transports Canada, nous a fait parvenir son plan d'intervention d'urgence pour que nous puissions l'étudier et le commenter.
- (2) La raison la plus souvent citée est qu'ils n'ont pas d'habilitation de sécurité. Quand je leur dis que j'en ai une, ils ne savent pas quoi faire.



Il faut exiger que les cadres supérieurs chargés des interventions d'urgence aient une habilitation de sécurité fédérale et soient chargés, dans le cadre de la planification fédérale, de répondre à des besoins locaux précis. La présomption selon laquelle nous serons là pour les aider et qu'ils seront en mesure de faire des rapports exacts à leurs supérieurs n'est pas fondée dans les faits.

Par ailleurs :

C'est à ce chapitre que le Collège canadien de gestion des urgences et le ministère fédéral de la Sécurité publique peuvent jouer un rôle très important dans la direction des interventions.

Les deux (2) éléments clés décrits ci-dessus auraient pour effet de mettre fin aux impasses et à une foule d'autres problèmes qui ont limité beaucoup d'activités liées à des interventions d'urgence.

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui      Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui      Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Voir 9C.

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Nous avons un certain nombre de groupes de travail qui font fréquemment des exercices de simulation portant sur des situations spécifiques, c.-à-d. tous les deux mois à l'Aéroport international. Moncton abrite l'usine privée/publique de traitement de l'eau la plus vaste du Canada et l'exploite de concert avec US Filter. La coordination régulière est une composante importante de la relation.

De toutes les scénarios possibles de situation d'urgence, le plus récent, la planification en cas de pandémie, est celui qui requiert le plus de dialogue public/privé, et notre travail s'est révélé très efficace. La nécessité même de cette interdépendance pourrait rendre possibles des entreprises fort profitables dans d'autres domaines clés. Il convient toutefois de signaler que le secteur privé n'est pas le seul à offrir des possibilités de partenariat. L'équation ne fait pas mention des sociétés d'État, comme le CN, Postes Canada, etc.

Permettez-moi de vous donner un exemple.

## Moncton

### [traduction]

La Ville de Moncton travaille actuellement à établir des cartes démographiques dans le cadre d'un plan d'immunisation. Recensement du Canada a établi 12 groupes d'âge pour 3 comtés représentant 188 000 personnes. Si nous n'utilisons pas les codes postaux jusqu'à la 5<sup>e</sup> case (pour assurer la confidentialité), nous serons incapables d'évaluer l'impact des groupes d'âge « à risque » et de coordonner leur immunisation au cours d'une pandémie. Nous devons donc nous résoudre à procéder à l'aveuglette, ce qui causera sans aucun doute des échos (réapparitions multiples du virus avant son éradication définitive). C'est ce qui s'est passé lors de l'épidémie de SRAS. Quand on sait combien de groupes d'âge « à risque » il y a dans un secteur, on peut immuniser la population de façon ordonnée en commandant des vaccins et en planifiant la livraison à l'avance. Les solutions de rechange obligent toutes à procéder à l'aveuglette, ce qui crée des problèmes, comme

- des périodes d'infection plus longues,
- des problèmes de sécurité et
- le risque de flambées épidémiques multiples dans des zones où la population a déjà été immunisée.

En outre, aux divers niveaux de gouvernement, personne n'a encore examiné la question des incidences économiques et de la nécessité de prendre des contre-mesures pour protéger les économies locales, régionales et nationale. Comme Santé Canada est l'organisme responsable, il n'a pas le mandat d'exiger de son personnel qu'il s'occupe d'incidences sans rapport avec la santé, mais dont les effets néfastes possibles pourraient anémier économiquement une région pendant longtemps après une pandémie. Les retombées d'une pandémie sur la fiscalité sont beaucoup plus coûteuses que la pandémie elle-même.

### Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- 1a. Nous ne pouvons pas le faire unilatéralement. Nous n'avons jamais eu besoin de le faire. Toutes les stations de radio et de télévision nous ont toujours donné leur entière coopération, y compris en ce qui concerne la fréquence de diffusion. Nous n'avons jamais eu besoin d'une politique ou d'une entente formelle.
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X

2a. Oui, nous constituons actuellement des stocks de dispositifs et de tenues de protection en prévision de pandémies. Nous avons aussi une certaine quantité de sacs de sable.

- Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
- Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
- Fournitures stockées (voir 2b)
  - Équipement d'urgence spécial X
    - Précisez
  - Fournitures médicales X
  - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
  - Aliments et eau
  - Autres
    - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
  - J'ai accès à une cache
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Montréal  
Québec**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Valérie Gagnon, Chef de division Centre de sécurité civile de la Ville de Montréal.  
10 ans d'expérience en sécurité civile : gestion de plusieurs événements verglas, inondation, accident de matière dangereuse...

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine ..... X
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante..... X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport.. X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X, car impossible à faire avant 2001 car article abrogé dans la loi sur la sécurité civile
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui            Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui    X    Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

Inspiré des meilleures pratiques dans le domaine.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Tout dépend du risque et des changements de situation par rapport à ce risque.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui X Non )

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui    X    Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Très bonne collaboration en général en ce qui concerne les quantités de matières dangereuses importantes (c.a.d. dépassant les quantités seuils du règlement des urgences environnementales) par le biais notamment de Comité mixte municipalité industrie (idée originant de l'ancien MIACC canadien). Cependant certaines entreprises ou gestionnaires d'infrastructures essentielles sont rébarbatives à fournir des données précises géoréférencées sur les systèmes de support à la vie. Il s'en suit donc une certaine difficulté au niveau de l'évaluation des impacts réels et des possibles effets dominos et de l'évaluation des interdépendances entre les réseaux

## Montréal

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques? Voir ci-dessus

### 2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Sécurité civile, Police, Incendie, Services ambulanciers, Agence de santé et de services sociaux, santé publique, Transport en commun, Forces armées.

## 3) Capacité d'intervention

### 3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée ....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

### 3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

### 3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre  
 Coordonnateur de sécurité civile (niveau stratégique), Gérant de site, directeur d'arrondissement ou ville(niveau tactique), Commandants, chefs ou autres dans les postes de commandement mobile
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

tout dépend du type de sinistre et de son ampleur

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....X
  - Ambulanciers .....X
  - Service des incendies .....X
  - Service de police .....X
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....X

## Montréal

### 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui  Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui  Non



4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Le délais de réception des réponses est beaucoup trop long et ne correspond pas aux étapes budgétaires municipales de sorte que le projet peut s'étaler sur deux budgets

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Plusieurs (plus de 3 fois)

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

La région de Montréal représente près de la moitié de la population québécoise et un centre d'activités industrielles et commerciales d'importance donc le financement doit être proportionnel

## 5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il? Des sirènes sont installées dans certaines industries à risque toxique. Quand une fuite survient les industries déclenchent leur

## Montréal

sirène, au même moment une alarme sonne au quartier général des incendies d'où part l'activation des messages sur les ondes radio et ce en 4 minutes pour le processus complet.

- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui  Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui  Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui  Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Le système RÉNIR est en mode d'implantation

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Le système RÉNIR est en mode d'implantation mais il le prévoit

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui  Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui  Non

La formation est nettement pas à jour

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  en cas extrême Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

À notre compréhension la majorité des ententes se font entre le fédéral et le provincial et non directement avec les municipalités. Dans le cas de certains risques spécifiques comme le terrorisme Les FAC participent à la planification des interventions avec nos instances municipales

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## Montréal

### 8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui      Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui      Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui      Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui  Non

- 9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?
- Oui      Non  X, mais dispose d'un Plan de sécurité civile dont la mise en œuvre va servir à protéger les infrastructures essentielles
- 9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?
- Oui      Non  X aucune détermination officielle du fédéral aux autorités de sécurité civile
  - Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
    - Oui      Non aucune demande officielle aux autorités de sécurité civile
  - Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
- 9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?
- Oui      Non  X aucune détermination officielle du provincial aux autorités de sécurité civile
  - Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
    - Oui      Non aucune détermination officielle du fédéral aux autorités de sécurité civile
  - Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
- 9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Nous travaillons étroitement avec le Centre risque et performance de la Polytechnique de Montréal où siègent plusieurs gestionnaires d'infrastructures essentielles (eau potable, télécommunications, électricité, gaz, etc.). Les objectifs sont de bien comprendre le fonctionnement des IE, d'identifier leurs interdépendances et les effets dominos en cas de rupture de service et ce dans l'objectif ultime de prévenir et de réduire le plus possible les conséquences.

### Questions de suivi

- 1a. Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence? (Cochez toutes les cases pertinentes)
- Oui (voir 1b)

## Montréal

- À la radio locale
- À la télévision locale
- À la radio nationale
- À la télévision nationale
  
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui 
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence  *disponibilité de certaines ressources réparties sur le territoire et auprès des différents ministères (ex sacs de sable, lits de camps, couvertures, etc.)*
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence  *oui, le service d'approvisionnement de la Ville de même que chaque arrondissement et villes défusionnées ont établies des ententes avec des fournisseurs*
  - Fournitures stockées (voir 2b) *Certains nos partenaires disposent de tels stocks*
    - Équipement d'urgence spécial 
      - *unité mobile d'intervention*
    - Fournitures médicales  *civières, vaccin, etc.*
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)  *Croix-Rouge*
    - Aliments et eau  *nous travaillons de concert avec des organismes humanitaires et communautaires qui gèrent dans certains cas des banques alimentaires*

- Autres
  - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

*En partie*

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
  - J'ai accès à une cache , nous disposons de deux (National emergency stockpile system NESS). Pour y avoir accès nous devons contacter nos partenaires de l'Agence de santé et des services sociaux de Montréal qui eux transigent avec Santé Canada.
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
- Non à tout ce qui précède

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Moose Jaw**  
**Saskatchewan**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Je m'appelle Randy Crashley. Je suis Chef adjoint des pompiers du Service des incendies de Moose Jaw. Ma nomination à ce poste est encore récente, mais je suis sapeur-pompier professionnel depuis 32 ans, et au cours de ma carrière, j'ai été lieutenant, capitaine et commandant de peloton. En ce qui concerne la planification d'urgence à des fins de protection civile, j'ai suivi les cours suivants :

1. Planification des services de santé d'urgence
2. Initiation à la planification d'urgence
3. Gestion du site d'un sinistre
4. Centre des opérations d'urgence (30 avril 07 – 4 mai 07)

Je suis coordonnateur du Bureau de gestion des urgences (BGU) de notre ville et je préside plusieurs comités comme le Comité des services sociaux d'urgence, le Comité de planification des urgences de Valleyview et de nombreux groupes bénévoles. Au cours de ma carrière, j'ai été appelé à intervenir dans beaucoup de situations d'urgence à titre de commandant du lieu de l'incident. J'ai alors limité et atténué les effets de l'incident jusqu'à ce que l'état d'urgence soit levé.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....X

La ville même a une superficie de 46,81 kilomètres carrés et une population de quelque 34 000 habitants. Moose Jaw est un centre urbain et approvisionne en biens et services une aire de chalandise de quelque 75 000 habitants. La ville est une escale d'avitaillement du Chemin de fer Canadien Pacifique, et l'industrie touristique y fait d'excellentes affaires au cours des mois d'été.

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..X
- Toutes ces réponses .....



La ville est devenue une importante plaque tournante du transport et est traversée par la route Transcanadienne et l'autoroute 2, qui s'y croisent. Ces routes sont toutes deux devenues des artères importantes pour le transport du fret dans la province et dans le pays. Chemin de fer Canadien Pacifique y possède un poste d'avitaillement et les ateliers de réparation les plus vastes entre Calgary et Winnipeg. Les autres grandes industries de la ville sont Moose Jaw Asphalt, GATX (réparation de wagons), XL Beef, General Cable et la base de la 15<sup>e</sup> escadre des Forces canadiennes.

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui  Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Au fil des ans, la ville a subi un certain nombre de catastrophes naturelles ou causées par l'homme qui ont requis l'intervention du BGU. La ville se trouve dans une vallée où coulent trois rivières – la rivière Moose Jaw, Thunder Creek et Spring Creek –, ce qui l'expose aux inondations au moment du dégel, au printemps, inondations qui entraînent parfois l'évacuation des résidents des zones touchées. En 1974, 1978, 1996, 1997 et 1999, la ville a connu des inondations assez graves pour requérir l'intervention du BGU.

Il s'est produit une catastrophe d'origine humaine en 1980, lorsqu'un réservoir de stockage de produits pétroliers qui contenait du pétrole brut a fui et s'est vidé de son contenu, causant un incendie qui a dévoré plusieurs commerces des environs et s'est propagé à plusieurs pâtés de maisons.

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**Moose Jaw**  
**[traduction]**

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Cela varie selon le type d'industries nouvelles qui s'établissent dans notre ville. Il y aurait peut-être lieu de faire une évaluation annuelle.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

L'industrie a toujours été une partenaire bien disposée et coopérative.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Ils nous ont aidés à évaluer les risques, c'est-à-dire qu'ils nous ont permis d'identifier les nombreux produits dangereux qui traversent notre ville en train ou en camion.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi pas?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Nous avons étudié le risque d'un acte terroriste, mais au terme de notre évaluation, nous n'estimons pas ce risque élevé.

**3) Capacité d'intervention**

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée ....X
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

Je crois que notre principal secteur industriel est prêt. Beaucoup d'industries ont mis sur pied des plans de mesures d'intervention en cas d'urgence et tiennent des exercices périodiques. Le grand public est assez prêt, mais il a besoin de plus de sensibilisation.

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....X

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi pas?

À Moose Jaw, nous avons aménagé un centre de commandement en cas d'urgence dans une pièce de l'hôtel de ville et l'avons doté de radios, de cartes, de lignes téléphoniques et d'un espace pour donner des conférences de presse.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

Nous avons opté pour une structure de commandement en cas d'incident.

- Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non

**Moose Jaw**  
**[traduction]**

- Dans la négative, pourquoi pas?

Je crois que les ententes mutuelles sont un élément vital de toute planification d'urgence. Elles permettent à la collectivité d'accéder à des ressources (main-d'œuvre, matériel, techniciens professionnels divers, etc.) dont elle ne disposerait pas habituellement.

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures X

Nous pourrions évacuer nous-mêmes jusqu'à 1000 personnes sans aide extérieure. L'évacuation de 10 000 personnes ou plus mettrait toutes nos ressources à rude épreuve. Si nous étions victimes d'une conflagration de grande envergure s'étendant à de multiples structures ou d'un tremblement de terre, nous aurions besoin d'une aide extérieure.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....X
  - Ambulanciers .....X
  - Service des incendies .....X
  - Service de police .....X
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....X

**4) Financement**

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial X
- Le gouvernement fédéral X

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

Nous avons demandé des fonds au gouvernement provincial lorsque nous avons eu des inondations.

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui  Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Nous avons demandé et obtenu des fonds du PCPC en deux occasions, une fois pour

**Moose Jaw**  
**[traduction]**

acheter un véhicule d'intervention d'urgence et une autre pour acheter une remorque pour le transport des matières dangereuses.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Il serait bon que nous obtenions des fonds pour faire de la formation sur place. Les collectivités veulent soumettre leurs plans d'intervention en cas d'urgences à des exercices et il faut qu'elles le fassent, mais les budgets sont limités et les employeurs hésitent à assumer seuls le coût de la formation au sein de leur organisation. Des fonds supplémentaires au niveau local atténueraient ce problème.

**5) Sensibilisation du public**

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui          Non X
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Nous tenons à sensibiliser moins les particuliers que les groupes locaux, les entreprises et les organisations à la façon de réagir aux situations d'urgence. C'est plus rentable et cela permet de rejoindre une plus grande partie de la population.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui          Non X
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui          Non

Nous n'avons pas de système de diffusion de messages d'alerte. Lorsqu'une catastrophe est imminente, nous utilisons la radio et la télévision pour en avertir la population. Si les communications locales sont rompues, nous faisons appel aux médias d'information de Regina.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui X      Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui X      Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

## 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Les premiers intervenants (police, pompiers et SGU) de notre collectivité ont tous des systèmes de communication interopérables et s'en servent quotidiennement.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non. Ils ne servent qu'à l'échelle locale.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

À l'heure actuelle, nous ne sommes pas en mesure de gérer un incident de type CBRNE. Tout ce que nous pouvons faire, c'est établir une zone chaude et en interdire l'accès.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui  Non

Je nous crois en mesure de gérer une cyberattaque.

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui  Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui  Non

Je crois que la formation reçue au Collège est suffisante, mais qu'il y a lieu d'augmenter les budgets consacrés à la formation chez nous.

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non

**Moose Jaw**  
**[traduction]**

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi pas?

Moose Jaw a la chance d'avoir chez elle la 15<sup>e</sup> escadre, et nous avons fait appel à sa main-d'œuvre et à ses ressources à maintes occasions.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi pas?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)**

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

Nous avons un service local de recherche et de sauvetage, mais pas de programme de SARMU.

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non



- Dans la négative, pourquoi pas?

S/O

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi pas ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

S/O

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses    X
- Veuillez expliquer votre choix

Comme ces trois administrations se partagent les responsabilités en la matière, elles devraient aussi se partager les coûts.

## **9) Protection des infrastructures essentielles**

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui          Non    X

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui          Non    X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui          Non    X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui          Non    X
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui          Non    X

**Moose Jaw**  
**[traduction]**

- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui      Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Notre plan d'intervention en cas d'urgences ne prévoit rien pour la protection des infrastructures provinciales essentielles.

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**Questions de suivi**

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence X
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été

conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence

- Fournitures stockées (voir 2b)
  - Équipement d'urgence spécial X
    - Précisez
  - Fournitures médicales
  - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X
  - Aliments et eau
  - Autres
    - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui X (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
  - J'ai accès à une cache X
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Nanaimo  
Colombie-Britannique**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Ron Lambert, Chef des pompiers  
J'ai sept ans d'expérience dans la gestion des situations d'urgence.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....X
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - un processus provincial normalisé?
  - un processus fédéral normalisé?

Formule de traitement : Probabilité x Conséquences = Risque

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Tous les deux ans

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Les industries ne nous cachent rien.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Ils nous ont aidés à établir la fréquence et les conséquences des sinistres.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi pas? Nanaimo n'est pas un grand centre urbain et rien ne confirme la probabilité d'actes terroristes.
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée ....X
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....X
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....X
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi pas?

Système d'organisation des interventions – Sur place, National Wildland Coordinating Group  
British Columbia Emergency Response Management System – Soutien sur place

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

Système d'organisation des interventions – Sur place, National Wildland Coordinating Group  
British Columbia Emergency Response Management System – Soutien sur place

- Dans la négative, pourquoi pas?

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui  (Dans une certaine mesure) Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

#### 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Statu quo

**Nanaimo**  
**[traduction]**

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Financement limité.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui  Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Le financement est très limité et les sommes sont versées une fois par an (ce qui nuit au cycle budgétaire municipal) et avec beaucoup de retard.



4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Je n'ai pas de données là-dessus.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Elle fait suffisamment de 'publicité' pour que les citoyens prennent leurs précautions et puissent se poursuivre.

## 5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

1 PCC (insuffisant)

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il? – La municipalité compte sur les médias locaux pour diffuser ses messages d'urgences.
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Modifier la réglementation du CRTC de manière à ce qu'un système de ce genre soit mis sur pied.

**Nanaimo**  
**[traduction]**

**6) Premiers intervenants**

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui  Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Formation annuelle

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non. L'interopérabilité devrait dépendre de la structure de commandement!

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui  Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**7) Rôle des Forces canadiennes**

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non  – Pas quand il le faudrait.

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui      Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui      Non
  - Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui      Non X
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui      Non
  - Dans la négative, pourquoi pas?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui      Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui      Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui      Non X
- Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**Nanaimo**  
**[traduction]**

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi pas ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

Je l'ignore. Il faudrait que le fédéral prenne l'initiative.

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

Il faudrait que le programme de SARMU soit basé sur une structure 'régionalisée' à tous les niveaux.

**9) Protection des infrastructures essentielles**

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui  Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non

- Dans l’affirmative, quel type d’aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d’infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d’interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d’urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale X
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n’est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d’interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez X **Entente avec la station de radio locale seulement.**

- Aucun pouvoir officiel n’est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d’urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d’urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d’urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu’ils joueraient en cas d’urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d’urgence spécial
      - Précisez

**Nanaimo**  
**[traduction]**

- Fournitures médicales
- Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
- Aliments et eau
- Autres
  - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus X

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
  - J'ai accès à une cache
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède X

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**North Bay  
Ontario**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Ted McCullough, Coordonnateur de la gestion des situations d'urgence locales et chef des pompiers – Chef des pompiers depuis 23 ans et coordonnateur depuis 1993, Ville de North Bay.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante .....
- Poste frontière .....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

**North Bay**  
**[traduction]**

**2) Évaluation des risques**

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi pas pas pas?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Semestriel

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui  Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non )

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Elles sont très coopératives.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Ils nous sont utiles.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi pas pas pas?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

**Nous avons la BFC North Bay et un aéroport, et les deux pourraient être des cibles.**



### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée ....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....X
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi pas pas pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre  
SGI
- Dans la négative, pourquoi pas pas pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**North Bay**  
**[traduction]**

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi pas pas?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi pas pas?

Elles aident à partager les ressources.

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Cela dépendrait en fait du moment de l'année et de la nature de la situation d'urgence.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

**4) Financement**

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui  Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Les ressources disponibles sont rares et c'est grâce à l'aide du PCPC que nous avons obtenu le peu que nous avons.

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....X
  - Acheter du matériel d'intervention .....X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....X
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Le partage de 45/55 est insuffisant, comme les critères de sélection, par exemple au sujet de la formation.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui  Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Un seul versement annuel peu important.

**North Bay**  
**[traduction]**

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

**Nous avons besoin de fonds pour nous procurer un système d'alimentation électrique d'appoint convenable en cas de tempête de verglas ou de panne totale, et le coût de ces systèmes est prohibitif.**

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**5) Sensibilisation du public**

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi pas pas?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Nous avons un programme de sensibilisation du public basé sur les exigences de l'Ontario en matière de gestion des situations d'urgence.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi pas pas? Manque de fonds
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? Dans les médias locaux
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui  Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui  Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Nous pouvons demander aux médias locaux de nous aider, mais nous ne pouvons pas l'exiger.

## 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui      Non
- Dans la négative, pourquoi pas pas? Manque de fonds
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui      Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

La police, le service des incendies et le service d'ambulances ont chacun un système à portée provinciale.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui  Non

Le service des incendies a la formation et le matériel nécessaires pour gérer une situation du niveau 2 en vertu d'un protocole d'entente avec la province.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui      Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui  Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui      Non  Il faut donner cette formation à plus de personnel.

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non (Cette aide n'est pas officielle!)

**North Bay**  
**[traduction]**

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non Pas certain.
  - Dans la négative, pourquoi pas pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non Je l'ignore.
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi pas pas?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)**

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui      Non
- Dans la négative, pourquoi pas ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X      Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X      Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui      Non      Je l'ignore.
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui      Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui      Non      J'imagine que oui.
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui      Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement

**North Bay**  
**[traduction]**

provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**Questions de suivi**

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez
    - Fournitures médicales



- Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
- Aliments et eau
- Autres X
  - Précisez NBFES est une équipe CBRNE de niveau 2 en vertu d'un PE avec le Bureau du commissaire des incendies.
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
  - J'ai accès à une cache
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède X

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Orangeville  
Ontario**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Andy Macintosh

Chef des pompiers / Coordonnateur des services des incendies de Dufferin / CCGU  
Je suis responsable de la gestion des situations d'urgence depuis 18 ans.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

Une (seule) fois

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui  Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non )

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi pas?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Non, parce qu'après avoir évalué les risques, nous avons placé ce risque en bas de notre

liste de priorités.

### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi pas?

Oui, au sous-sol du poste local des ambulances, depuis environ 3 ans.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

SGI

- Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....X
  - Ambulanciers .....X
  - Service des incendies .....X
  - Service de police .....X
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....X

#### **4) Financement**

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui  Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**Orangeville**  
**[traduction]**

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Il serait bon que nous ayons plus de fonds pour la formation.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui  Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Le traitement des demandes est trop lent, le résultat est trop aléatoire, on s'engage à nous verser des fonds, mais nous ne sommes jamais certains de les recevoir.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Environ 5 fois. / Environ 3 fois.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Le manque de fonds à affecter à la formation.

## 5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Nous travaillons avec le comté, qui diffuse des articles comme des calendriers et de l'information publique périodique sur l'intervention en cas d'urgence.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas? Il n'y a pas de station de radio locale dans notre région.
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Je ne suis pas satisfait parce que nous sommes incapables de transmettre des mises au point ou des instructions relativement à la situation.

**Orangeville**  
**[traduction]**

**6) Premiers intervenants**

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui      Non    X
- Dans la négative, pourquoi pas? Nous ne disposons pas des fonds nécessaires.
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui      Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui      Non    X

Nous recevons une simple formation de sensibilisation.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui      Non    Je l'ignore.

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui    X    Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui    X    Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**7) Rôle des Forces canadiennes**

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui    X    Non



7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi pas?  
Parce que les Forces canadiennes n'ont pas d'unité de réserve dans notre collectivité.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi pas?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui  Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**Orangeville**  
**[traduction]**

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui            Non
- Dans la négative, pourquoi pas ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral            X
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**9) Protection des infrastructures essentielles**

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui   X    Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui            Non   X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui            Non   X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui            Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui            Non   X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui            Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement

provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez
    - Fournitures médicales

**Orangeville**  
**[traduction]**

- Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
- Aliments et eau
- Autres
  - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus X

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
  - J'ai accès à une cache
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède X

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Orillia  
Ontario**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Chef des pompiers Trent Elyea, CMMIII, CFEI, Directeur du Service des incendies, Ville d'Orillia. Je suis chef des pompiers et coordonnateur de la gestion des situations d'urgence locales de la Ville depuis 2002. J'ai reçu de diverses organisations, dont Mesures d'urgence Ontario, le Collège des pompiers de l'Ontario, la Police provinciale de l'Ontario, etc., de la formation sur tous les aspects des situations d'urgence.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....X 30-35 000 hab. sur une superficie de 10,25 milles carrés
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X Autoroute importante
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## Orillia

### [traduction]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui            Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X    Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

Oui, à chaque année.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publique .....X
- Organisation locale de gestion des urgences .....X
- Administration municipale .....X
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui            Non X
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Nous avons des partenariats avec quelques industries qui s'occupent quotidiennement de situations d'urgence et qui peuvent appliquer leurs compétences à des situations d'urgence de grande envergure.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi pas?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

La Police provinciale de l'Ontario (PPO) a son quartier général chez nous, ce qui fait de notre ville une cible possible pour des terroristes ou pour quiconque pourrait estimer avoir été lésé par la PPO. Nous collaborons étroitement avec la PPO pour solidifier ses locaux, mais nous n'avons aucune autorité dans l'immeuble. Nous et eux relevons du même ministère, et la Reine ne peut pas facturer la Reine.

### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée ....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

Je crois que nous sommes aussi bien préparés que les ressources que nous avons nous le permettent. Si la situation nous permet d'obtenir une aide extérieure, nous nous en tirerons bien, mais si elle nous coupe de toute aide extérieure et que nous devons nous débrouiller nous-mêmes, nos ressources pourraient ne pas être suffisantes. À mon avis, beaucoup de municipalités sont dans la même situation. Tout dépendrait de la mesure dans laquelle les municipalités des environs seraient touchées.

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....X
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....X Le gouvernement va envoyer quelqu'un de GSUO pour nous aider.
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

**Orillia**  
[traduction]

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi pas?

Le quartier général du Service des incendies abrite le principal CCU.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

Nous comptons toujours sur la SCI qui est intégrée au Service des incendies depuis un siècle. Elle fonctionne et tout le monde la connaît bien.

- Dans la négative, pourquoi pas?

Voir ci-dessus.

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi pas?

Nous sommes en train d'élaborer une entente de ce genre. Nous avons entamé les pourparlers et nous avons un gabarit à cette fin. Notre principale difficulté est d'abriter un grand nombre de personnes. Il nous manque des abris et cela va nous causer des problèmes s'il faut un jour abriter beaucoup de monde pendant un certain temps. Beaucoup d'endroits sont disponibles, mais aucun n'a d'alimentation électrique de secours. Les environs ne peuvent accueillir un nombre important de sinistrés pendant longtemps. Nous ne pouvons compter sur les écoles, et on nous a dit que dans notre comté, elles ne peuvent servir d'abris. L'autre problème avec les écoles est que les élèves les occupent pendant trois saisons. Nous avons actuellement des discussions pour corriger cet état de choses.

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

C'est difficile à dire. Cela dépendrait du genre de catastrophe et de l'endroit de la ville où





**Orillia**  
**[traduction]**

- Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

Le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire du PCPC, nous a déjà aidés à financer des projets.

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite X
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Le problème que pose le PCPC, c'est qu'il ne suit pas le même cycle que les budgets municipaux. Il est extrêmement difficile de planifier sans obtenir d'engagement ferme.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non Mais les municipalités aussi populeuses que la nôtre ne reçoivent rien.

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite X
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

On devrait mieux financer les projets qui répondent aux besoins réels des collectivités.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Nous en avons demandé chaque fois que nous en avons eu besoin, et nous n'en avons obtenu que deux fois, à ma connaissance. Et nous avons dû rendre une des subventions parce que nous manquions de fonds.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

On a accordé beaucoup d'importance à des choses comme le programme de RSMUL et l'Équipe provinciale d'intervention en cas d'urgence à cause de l'obsession du terrorisme, mais il est très clair depuis quelques années que le plus grand danger que courent les municipalités vient

des conditions météorologiques. Quand on examine les dépenses occasionnées par les catastrophes au Canada, on voit que ce qui nous a coûté le plus cher, ce n'est pas le terrorisme, mais les colères de mère Nature. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas se préparer tout de suite en cas d'actes de terrorisme, mais qu'on affecte trop d'argent à la menace terroriste et que trop de gens profitent de l'importance qu'on y accorde, alors que la météo tue beaucoup plus de monde.

## 5) Sensibilisation du public

### 5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Nous organisons des conférences, plaçons des affiches dans les autobus et diffusons des brochures. Le site Web de la ville donne beaucoup d'information sur la façon de se bien préparer. En fait, nous enseignons à notre population à être prêt à tout afin que la Ville puisse aider ceux qui auront vraiment besoin d'aide.

### 5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

Nous avons une entente avec la station de radio locale pour assurer les communications, et depuis la grande panne d'électricité, elle s'est dotée d'un groupe électrogène pour alimenter son matériel.

### 5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui  Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

La station ne s'est jamais engagée à laisser la Ville se servir de son matériel; elle a juste promis de se conduire en bon citoyen en cas de crise.

## Orillia

[traduction]

### 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui          Non    X
- Dans la négative, pourquoi pas?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui          Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Notre service de police a un système provincial, le service des ambulances a un système à la mesure du comté et nous avons un système municipal. Les trois services fonctionnent avec des systèmes différents et ont des possibilités totalement différentes.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui          Non    X

Si les unités de la PPO sont disponibles, nous aurons peut-être un peu d'aide.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui          Non    X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui          Non    X
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui          Non    X

Le personnel qui devra intervenir en cas d'urgence est majoritairement composé de cadres supérieurs, de chefs de service et d'édiles municipaux. Il est impossible d'établir un calendrier de formation pour eux. Il est déjà assez difficile de les former sur place. Comme les élus ne sont en poste que temporairement, c'est aux personnes qui dirigent les services municipaux au quotidien qu'il revient de leur conseiller ce qu'il y a de mieux à faire pendant une situation d'urgence.

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui      Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui      Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi pas?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui      Non

Nous ne sommes toujours pas certains que la Réserve serait en mesure de nous fournir des ressources en temps opportun.

## 8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui      Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## Orillia

### [traduction]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi pas?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi pas ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral          X
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X      Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X      Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui          Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui          Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Aucune. C'est de notre propre initiative que nous avons entrepris, avec la Police provinciale de l'Ontario, de solidifier son quartier général.

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui  (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1c.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez Nous avons conclu une entente avec la station.
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

**Orillia**  
**[traduction]**

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence X
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial X
      - Précisez
    - Fournitures médicales
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
    - Aliments et eau X
    - Autres X
      - Précisez Nous contrôlons tout le combustible.
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
  - J'ai accès à une cache
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède

Si les caches dont vous parlez sont celles qui comportent des hôpitaux de campagne, elles seront de peu d'utilité pendant une situation d'urgence. La complexité et l'âge du matériel causeront des problèmes de logistique, et les fournitures qu'il y a dans la cache datent de la guerre de Corée et de la guerre du Viêt-nam. Certains articles seraient peut-être utiles, mais ils sont si vieux et dépassés qu'ils ne feront vraisemblablement pas l'affaire.



**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Oshawa  
Ontario**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

**Steve Meringer, chef pompier, coordonnateur des mesures communautaires d'urgence,  
9 ans d'expérience en planification de mesures d'urgence.**

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

**2003 Panne majeure d'électricité**

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

**Oshawa**  
**[traduction]**

**2) Évaluation des risques**

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

**Tous les ans.**

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

**Oui, pourvu que l'information reste confidentielle**

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

**L'information a surtout trait aux effets de l'urgence sur leurs activités.**

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

**C'est une préoccupation, mais ne fait pas partie des risques élevés. Il en est question**

dans le Plan général.

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....X

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui      Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui X    Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

**Centre communautaire, groupe électrogène, grandes salles et petites salles de réunion. Tout le matériel nécessaire : téléphones, ordinateurs, etc. entreposé sur place.**

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X    Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

**Combinaison des deux.**

- Dans la négative, pourquoi?

**Oshawa**  
**[traduction]**

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui  Non **Tous les services énumérés plus bas stockent d'importantes fournitures de réserve.**
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....X
  - Ambulanciers .....X
  - Service des incendies .....X
  - Service de police .....X
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....X

**4) Financement**

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui  Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

**Financement pour un conseiller en élaboration de plan.**

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

**Les échéances du PCPC ne correspondent pas à celles de notre municipalité.**

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

**Voir no 4e plus haut. Au début, on nous a refusé le financement mais nous avons quand même réalisé le projet. Puis, la subvention nous a été accordée, mais pour être aussitôt annulée quand j'ai dit que nous avons déjà réalisé le projet.**

**Oshawa**  
**[traduction]**

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

**Fait deux demandes, approuvées chaque fois.**

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

**Le financement devrait s'adapter aux échéances du budget municipal.**

**Il ne faudrait pas annuler le financement si le projet est réalisé sans l'autorisation préalable du PCPC. Oshawa a dû agir sans égard au financement pour réaliser son projet dans les délais. Une fois que le PCPC a su que les travaux avaient commencé, la subvention nous a été refusée.**

**5) Sensibilisation du public**

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

**Programme de sensibilisation publique au moyen d'affiches dans les centres commerciaux, distribution de brochures, articles dans les journaux.**

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

**Nous avons actuellement un système d'alerte nucléaire et depuis la récente autorisation du CRTC, nous pouvons aussi diffuser des messages à la télévision.**

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui  Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous

différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

**Nous ne nous en sommes pas encore servis, mais toutes les collectivités ont maintenant cette possibilité, depuis que le CRTC a approuvé le système de MétéoMédia.**

**6) Premiers intervenants**

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui  Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

**Tous les trimestres**

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

**NON**

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui  Non

**Dans une certaine mesure, avec l'aide d'autres paliers de gouvernement.**

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui  Non

**Ne sait pas**

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui  Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui  Non

**Je n'ai envoyé personne en formation depuis quelques années.**

**Avant, les problèmes d'horaires rendaient l'accès au Collège trop difficile.**

**La confirmation des inscriptions n'arrivait qu'une ou deux semaines avant le début du cours. C'était un préavis trop court pour notre personnel de haut niveau.**

**Il y a peut-être eu des améliorations depuis.**

**Oshawa**  
**[traduction]**

**7) Rôle des Forces canadiennes**

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi? Je n'ai pas rencontré les représentants.
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)**

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui  Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]



8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui            Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui            Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial    X
- Gouvernement fédéral        X
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui   X    Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui   X    Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui            Non   X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui            Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**Oshawa**  
**[traduction]**

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui            Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui            Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

**Pas de partenariats officiels pour le moment.**

**Questions de suivi**

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence **X**
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez
    - Fournitures médicales
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
    - Aliments et eau
    - Autres
      - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
  - J'ai accès à une cache
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède **X**

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Ottawa  
Ontario**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

John Ash, directeur du Bureau de gestion des urgences, Président de IAEM (International Association of Emergency Managers) Canada

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Verglas 1998, panne majeure d'électricité 2002

Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

La Ville d'Ottawa a procédé à une analyse de vulnérabilité en 2002, soit avant l'établissement de la norme provinciale. L'analyse de vulnérabilité évalue des données quant à la probabilité et aux conséquences possibles de divers risques ainsi que la capacité de la ville de faire face à la catastrophe. Dans chaque catégorie, un certain nombre de sous-facteurs ont été déterminés auxquels une valeur numérique a été attribuée, permettant de coter puis de prioriser les risques tout en mesurant le degré de protection civile de notre ville. Nous envisageons de renouveler l'exercice en 2007- 2008 afin de mesurer le succès de nos activités actuelles et de prioriser nos activités futures. La norme provinciale exige que la probabilité et les conséquences soient déterminées à un niveau très élémentaire.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Tous les 5 ans

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non ) **mais fait preuve de peu de participation /leadership (ajout de J. Ash)**
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui  Non ) **mais fait preuve de très peu de participation/leadership (ajout de J. Ash)**

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

L'industrie a été réticente à fournir des renseignements détaillés sur les risques possibles, craignant que ces renseignements ne deviennent publics ce qui aurait pu compromettre la confidentialité de certaines données.

**Ottawa**  
**[traduction]**

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Ce manque de détail a conduit à des évaluations subjectives ou n'ayant pas pris en compte des données peut-être essentielles, ce qui pourrait avoir des effets néfastes sur la municipalité.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Tous les services de la Ville d'Ottawa ont participé à l'élaboration du plan d'urgence de la Ville, qui comprend notamment des mesures de préparation et d'intervention en cas d'attentat terroriste. Pour que la Ville soit mieux en mesure de réagir à une telle éventualité, nous sommes en train d'élaborer un protocole de diffusion d'information faisant appel à tous les services d'intervention d'urgence de la Capitale nationale (échelle municipale – Ville d'Ottawa et de Gatineau, échelle provinciale - Ontario et Québec – échelle fédérale : GRC, SCRS, RCN, Police militaire, ASFC, CFP).

**3) Capacité d'intervention**

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée ....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

D'importants progrès ont été réalisés afin d'améliorer notre capacité d'intervention (achat d'équipement, élaboration de plans d'intervention, embauche de personnel supplémentaire). Nous continuons d'évoluer et d'améliorer nos capacités, mais des restrictions de ressources financières et humaines, de même que la difficulté de maintenir la mobilisation des intervenants, font que certaines initiatives progressent lentement.

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

La Ville d'Ottawa possède un Centre de commandement d'urgence. Mais nous songeons à en construire un nouveau qui intégrerait un plus grand nombre de fonctions et fournirait plus d'espace afin de faciliter la gestion de situations complexes auxquelles devront désormais participer des agences diverses et plusieurs paliers de gouvernement.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre  
Nous faisons actuellement la transition entre la gestion de site et SCI/SGI
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures X
- 96 heures

**Ottawa**  
**[traduction]**

En cas d'urgence, la Ville d'Ottawa vise à assurer son autonomie pour une période de 72 heures, mais tout dépendant de la nature et de l'importance du sinistre, nous pourrions avoir besoin d'aide avant l'échéance des 72 heures.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....X
  - Ambulanciers .....X
  - Service des incendies .....X
  - Service de police .....X
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....X

**4) Financement**

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui  Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

La province n'a pas de programme de subvention ou de financement. L'Ontario ne



soutient que certaines capacités d'intervention précises. (Exemple 1 : accords conclus avec la Ville et le Bureau du commissaire des incendies de l'Ontario afin d'assurer une intervention CBRNE/HAZMAT de niveau 3 dans les municipalités de l'Ontario.

Un financement annuel est consenti afin de soutenir cette capacité car la Ville pourrait être appelée à intervenir ailleurs que dans ses propres limites. Exemple 2 : le ministère de la Santé de l'Ontario a conclu un accord de financement avec le service des techniciens ambulanciers d'Ottawa afin que ces derniers, et d'autres intervenants en santé, reçoivent une formation CBRNE. La subvention du Ministère permet d'accroître l'expertise interne et le matériel.)

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite X
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

L'Ontario a modifié sa loi sur la gestion des urgences et exige des municipalités qu'elles se conforment à certaines normes. D'autres modifications législatives seront apportées et s'appliqueront à toute la gamme des mesures de gestion des urgences : prévention/atténuation, protection civile, intervention et récupération (et suivi des opérations). La nouvelle loi est un pas dans la bonne direction et a permis de mettre en lumière les lacunes et les besoins. Cependant, les municipalités sont tenues d'absorber les coûts de la gestion des urgences. Et s'il y a du financement pour certains aspects précis (comme nous l'avons dit plus haut) il n'est destiné qu'à certaines municipalités et pour des besoins très circonscrits. Il faudrait une stratégie de financement plus large pour nous permettre de nous conformer aux exigences actuelles et futures et relever le niveau des activités de gestion des urgences à l'échelle provinciale et nationale.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite X
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Le temps de traitement des demandes est très long (dans certains cas jusqu'à 2-3 ans) bien que des mesures soient en cours pour ramener le délai autour de 6 mois. Le gouvernement fédéral a la possibilité de travailler avec les provinces et les municipalités à la création d'un

**Ottawa**  
**[traduction]**

programme de subventions qui permettrait de mettre en place de bons services de gestion des urgences axés sur les secteurs géographiques (les évaluations de risque devraient être les moteurs de l'admissibilité à ce programme dont le but devrait être d'accroître les moyens d'actions à l'échelle locale, provinciale et fédérale) La gestion des urgences n'est pas une simple question de matériel d'intervention. Le financement provincial ou fédéral devrait contribuer à toute la gamme des activités de gestion des urgences : prévention/atténuation, protection civile, intervention et récupération (notamment le suivi des opérations)

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Nous faisons une demande annuelle. Le taux de réponse favorable est de 60-70 %, selon la catégorie du financement demandé.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

La Ville d'Ottawa s'intéresse à tous les aspects de la gestion des urgences : prévention/atténuation, protection civile, intervention et récupération (notamment le suivi des opérations) et a investi beaucoup d'argent et de temps à progresser vers la réalisation de ses objectifs. En investissant dans tous les aspects de la gestion des urgences (et non pas seulement dans les services d'intervention) nous aborderons la question de la protection civile de manière plus globale, ce qui devrait donner lieu à des collectivités plus résilientes pour la plus grande sécurité du Canada.

**5) Sensibilisation du public**

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

La Ville d'Ottawa a choisi d'aborder la protection civile dans une perspective communautaire. Nous avons mis au point des documents d'information destinés à la population et aux entreprises. Notre programme « Êtes-vous prêt? » offre une formation gratuite à des représentants de la population et du milieu des affaires. Les personnes qui donnent cette formation ont accès gratuitement à du matériel et à de l'équipement pédagogique. À ce jour, une soixantaine de ces représentants ont été formés et font maintenant de la formation active chacun dans leur milieu. Le programme est constitué de modules qui traitent de divers aspects de la protection civile (préparation de base en cas d'urgence, premiers soins de base et suppression d'incendie, protection civile pour les entreprises, protection en cas de pandémie)

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi? La Ville travaille à se doter d'un système d'alerte à la population; le projet a été retardé dans l'attente de la décision du CRTC sur le recours

au système « 911 inversé ». La Ville peut aussi diffuser des messages communautaires d'urgence sur les ondes des réseaux Météo francophone et anglophone (en raison d'un accord conclu entre la province de l'Ontario et MétéoMédia). Il existe aussi une station de radio locale qui donne de l'information aux voyageurs et qui peut servir à la diffusion de messages d'urgence; le protocole à cet effet sera en place à la fin de 2007.

- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? Pour le moment, par les médias locaux.
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il? Des démarches sont en cours pour améliorer nos moyens d'alerter la population. Voir plus haut.
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui          Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui  Non          **uniquement les stations locales et le réseau Météo**
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui  Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

La Ville peut diffuser des messages communautaires d'urgence sur les ondes des réseaux Météo francophone et anglophone (en raison d'un accord conclu entre la province de l'Ontario et MétéoMédia). D'autres possibilités sont en cours d'élaboration, voir question 5B

## 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui  Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

La formation a lieu au moment de l'embauche et au besoin par la suite. Les canaux d'interopérabilité sont utilisés régulièrement, et très bien, par les Services d'urgence.

**Ottawa**  
**[traduction]**

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Tous les services municipaux, l'aéroport, la police militaire de Dwyer Hill et une partie de la GRC utilisent le système de communications radio à 800 MHz et sont en interopérabilité). D'autres partenaires clés ne sont pas reliés au système radio de la Ville d'Ottawa. Nous avons entrepris de créer des liens avec certains d'entre eux (par exemple la Police provinciale de l'Ontario, les hôpitaux locaux) mais il reste encore des choses à faire. On a pu constater lors d'événements importants qui se sont déroulés à Ottawa : G8/G20/ visites présidentielles, que les communications avec les services municipaux d'Ottawa et de Gatineau, avec les services provinciaux de l'Ontario et du Québec, et avec les services fédéraux (GRC, SCRS, police militaire de la CCN) sont essentielles, sans compter qu'il faut alors accroître les effectifs policiers et faire appel aux corps policiers municipaux d'ailleurs (Toronto, Peel, Durham) ce qui résulte en l'utilisation de systèmes de radio multiples, dont certains ne sont pas interopérables. Nous nous efforçons actuellement d'accroître l'interopérabilité, mais en l'absence de normes et de leadership provincial ou fédéral, la Ville d'Ottawa ne peut s'en tenir qu'à des questions locales.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui  Non

Ottawa dispose de moyens de niveau 3. Notre approche fait intervenir plusieurs services, et nous prendrons des mesures supplémentaires en 2007 pour améliorer nos moyens d'intervention et de coordination actuels.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui  Non

Le service des TI de la Ville d'Ottawa a mis en place des mesures de sécurité et assure un suivi de la cyberactivité qui comprend notamment l'intervention consécutive aux avis de sécurité émis par le gouvernement du Canada.

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui  Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui  Non

Le Collège est une excellente occasion pour les municipalités de recevoir de l'information et de la formation. Toutefois, il faudrait plus de leadership car la formation devrait être définie en fonction d'une norme (SCI/SGI, gestion de site). Étant donné la situation actuelle qui nous oblige à mettre en commun des notions de portée individuelle, provinciale, nationale et internationale, il est indispensable de disposer d'une norme. Le respect de la norme pourrait devenir un critère d'admissibilité au financement fédéral.

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi? Au niveau de base

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui  Non

Dans une faible mesure, car la province a décrété que les municipalités ne pouvaient pas conclure d'entente avec les militaires.

## 8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non  – nous sommes en train de créer une équipe de catégorie 3 pour 2008

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

Je ne connais pas ces classifications. Notre travail de création d'une équipe vise la catégorie « Moyen » du guide canadien de classification SARMU. L'équipe ne sera pas fonctionnelle

**Ottawa**  
**[traduction]**

avant 2008

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

Le coût de fonctionnement annuel est estimé à 230-320 mille dollars  
Les immobilisations annuelles (cycle de vie de l'équipement) sont évaluées à 90 000 \$

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi?

L'équipe n'est pas encore fonctionnelle

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

Notre capacité d'atteindre un niveau de déploiement « Lourd » dépendrait de la décision du fédéral de nous désigner pour une telle tâche et de nous soutenir financièrement.

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

La création et l'entretien d'une équipe SARMU doivent reposer sur un principe de répartition géographique selon la probabilité du risque. Le coût que représente une équipe SARMU est un facteur limitatif et doit être partagé par tous les paliers de gouvernement.

**9) Protection des infrastructures essentielles**

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui  Non

La Ville d'Ottawa a fait réaliser des études pour identifier ses infrastructures municipales essentielles, mais il n'y a pas eu d'effort concerté pour établir la liste de toutes les infrastructures essentielles présentes dans les limites de la municipalité (électricité et services publics, technologie des communications et de l'information, finances, soins de santé, alimentation, eau, transport, sécurité, gouvernement, usines de fabrication) et leur interdépendance.

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui  Non

Les services de la Ville d'Ottawa responsables du fonctionnement des infrastructures essentielles (eau, eaux usées) ont mis en place des mesures de contrôle (génie et administration) pour mieux les protéger. Certaines organisations ont mis en place des mesures de continuité pour garantir le maintien des services (ex. génératrices de réserve).

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non

Il n'y a pas eu de discussions formelles ou de planification entre la municipalité et le fédéral.

- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

- Oui Non

Il n'y a pas eu de discussions formelles ou de planification entre la municipalité et le fédéral.

- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non

Il n'y a pas eu de discussions formelles ou de planification entre la municipalité et le provincial.

- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

- Oui Non

Il n'y a pas eu de discussions formelles ou de planification entre la municipalité et le fédéral.

- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Il n'y a pas d'activités particulières en place avec le secteur privé

Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence X
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées X (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial X
      - Précisez – Matériel CBRNE
    - Fournitures médicales X
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
    - Aliments et eau
    - Autres
      - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus



2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui X (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
  - J'ai accès à une cache
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité X
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Owen Sound  
Ontario**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Ed Nowak, chef pompier et CCGU pour la Ville d'Owen Sound – 13 ans d'expérience en gestion des urgences

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....X
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..X
- Toutes ces réponses .....

[La centrale nucléaire de Bruce est à une heure d'Owen Sound]

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X

- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

Selon le programme HIRA de Gestion des urgences Ontario (EMO)

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Une fois l'an ou quand des changements importants se produisent dans la collectivité

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publique .....X
- Organisation locale de gestion des urgences .....X
- Administration municipale .....X
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Une grande partie de l'information nous vient des visites d'inspection que fait notre Service de prévention des incendies dans les entreprises et les industries de la région; le Service établit une banque de données et procède à un exercice annuel d'évaluation du risque.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non

**Owen Sound**  
**[traduction]**

- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Ce genre de situation relève des services de police

**3) Capacité d'intervention**

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....X
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui          Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui          Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui          Non

- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre  
[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans la négative, pourquoi?

[Nous attendons la version finale du SGI que met au point l'Ontario et qui sera déployée dans toute la province pour uniformiser les interventions d'urgence. Les services d'incendie, de police et d'ambulance utilisent tous le SGI. Une fois la version finale adoptée, il ne restera plus qu'à recevoir la formation].

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Compte tenu de notre situation géographique et des incidents qui se sont produits dans le passé, nous pensons être en mesure de tenir pendant au moins 72 heures.]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....X
  - Ambulanciers .....X
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....X

#### 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

**Owen Sound**  
**[traduction]**

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui  Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....X
  - Acheter du matériel d'intervention .....X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....X
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....X

[Interopérabilité, Centre de commandement, génératrice]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Le financement est limité, la démarche d'approbation est longue et il y a d'autres facteurs administratifs. Si on veut financer un groupe électrogène, le financement n'est pas en rapport avec la taille de l'appareil nécessaire, mais plutôt un montant forfaitaire de 10 000 \$].

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui  Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite X
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Au moins trois fois (ARES, génératrice, interopérabilité)

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Le peu de financement disponible, la portée étroite, les délais de confirmation, ce qui est couvert, les sanctions qui s'appliquent quand on est approuvé et qu'on n'agit pas, et ensuite il faut attendre trois ans avant de faire une nouvelle demande.

## 5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Site web, exposition annuelle pendant la Semaine de la protection civile, textes publiés dans les journaux locaux, annonces à la radio, porte à porte, et nous sommes en train de préparer un guide à distribuer à chaque ménage.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi? Nous en sommes toujours à l'étape de la recherche et du financement – nous explorons les possibilités de financement des gouvernements fédéral/provincial.
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? [Par la radio locale, nous restons en contact permanent et nous diffusons des comptes rendus périodiques de la situation].
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente) (Un système à large bande fourni ou financé en partie par le gouvernement provincial ou fédéral).
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

## Owen Sound [traduction]

Les médias collaborent très bien et sont disposés à diffuser toutes l'information et les comptes rendus qu'on leur demande.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui  Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui  Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

(Les seuls médias que nous avons à l'échelle locale sont la radio et les journaux. Rogers, le câblodistributeur local, accepte d'offrir le service, mais nous n'avons pas de succursale locale de CBC ou de CTV, ce qui risque de faire problème. Les médias locaux acceptent volontiers de diffuser des renseignements périodiques pour soutenir la gestion des urgences.)

### 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales? Acheté avec une subvention du PCPC et fonctionne au moyen d'un module de commandement – nous sommes en train d'en faire l'achat avec les fonds du PCPC.
  - Oui  Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

{Nous faisons l'acquisition du système interopérable en juin avec subvention du PCPC}.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Comme mentionné plus haut, nous attendons le système qui nous rendra interopérable

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui  Non

Dans une certaine mesure, puisque nous avons l'équipement et la formation. Il nous faudrait toutefois des ressources supplémentaires, qui sont à 2 ou 3 heures de route. Nous cherchons aussi d'autres moyens d'accroître nos moyens d'action locaux.



6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui      Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X      Non
- La formation reçue est-elle suffisante? [Le nombre limité de places et l'horaire des cours restreint les chances de notre personnel et des membres du CCSGU de s'inscrire. Mais nous nous efforçons d'envoyer le maximum de gens, malgré les restrictions.]
- Oui      Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X      Non      [Dans les limites des paramètres et du protocole de demande d'aide et en passant par le gouvernement du comté, le gouvernement provincial pour faire appel à leurs services et leurs ressources.]

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X      Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui X      Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[La base de la Force terrestre Meaford est à 20 minutes et nous y avons fait appel en 1995. Il y a quelque temps, des représentants de cette base militaire sont venus nous faire une présentation sur la marche à suivre pour réclamer leurs services.]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X      Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui      Non X
  - Dans la négative, pourquoi? Nous travaillons actuellement à la tâche de mieux connaître les ressources et les services que les forces de réserve peuvent nous offrir.

**Owen Sound**  
**[traduction]**

- Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
  - Oui
  - Non

Les Forces canadiennes relèvent du fédéral et la structure actuelle de demande d'aide passe par le comté et la province. On nous a récemment mis au courant de la nouvelle marche à suivre pour demander de l'aide. Nous cherchons à modifier notre Plan d'intervention d'urgence afin d'y préciser la manière de procéder pour faire appel à ces ressources.

**8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)**

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui
- Non  - Nous avons des capacités limitées offertes par notre service des incendies et par le système d'entraide en cas d'incendie, mais nous comptons sur les ressources de Toronto

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui
- Non
- Dans la négative, pourquoi?

Nous ferions appel à l'équipe de SARMU de Toronto, en adressant une demande à EMO.

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui
- Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral

- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

Les gouvernements provincial et fédéral devraient déterminer quelles municipalités sont en mesure d'offrir le programme SARMU étant donné le coût de maintien d'une telle équipe et le fait que l'équipe peut être appelée à intervenir partout au Canada, en Amérique du Nord ou même dans le monde.

## 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui  Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui  Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

C'est un domaine que nous commençons à peine à étudier. Pour le moment, nous avons de la documentation sur papier et sur notre site web. Certaines entreprises du secteur privé ont créé des groupes pour les aider à assurer la protection de leurs infrastructures essentielles

**Questions de suivi**

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence **X**
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez
    - Fournitures médicales X
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X
    - Aliments et eau
    - Autres
      - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui X (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
  - J'ai accès à une cache X
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Penticton  
Colombie-Britannique**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Glen Robertson, coordonnateur de la sécurité/coordonnateur du Programme des mesures d'urgence, plus de sept années d'expérience de la gestion des mesures d'urgence.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine .... 19,6

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport.. aéroport
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Incendie, tempête de pluie abondante et catastrophe attribuable à l'homme.

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

Modèle SGIUCB mis au point par des membres du Programme provincial des mesures d'urgence.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Une fois aux sept ans avec des révisions annuelles.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui  Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non )

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Pas de grandes industries. Toutefois, il faut un processus pour faire participer l'industrie qui est principalement touristique, et les PME.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

**Penticton**  
**[traduction]**

- Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Police, protection incendie, Agriculture et Santé. Le Service de police serait chargé du dossier, avec l'intervention de protection incendie, d'Agriculture et de Santé au besoin

**3) Capacité d'intervention**

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée.....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas.....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....X
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas.....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui      Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui X      Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

La salle du conseil, à l'hôtel de ville, est le centre de commandement en cas d'urgence, la caserne de pompiers étant le centre de relève. Les deux édifices seront dotés d'une génératrice de secours en 2007.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X      Non



- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre  
Se fonde sur la SCI, Système de gestion des interventions d'urgence de la C.-B.
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Difficile à dire, dépendrait de l'incident et de l'ampleur de la catastrophe, et si les ressources de la Ville seraient accessibles.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

#### 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

**Penticton**  
**[traduction]**

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui  Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....X
  - Acheter du matériel d'intervention .....X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui  Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite

- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Élargir les postes autorisés que l'on dit « responsabilité de l'autorité locale » pour élargir et accroître les capacités des organismes de première intervention, c'est-à-dire les services de protection incendie.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Seulement une fois, à ce que sache le coordonnateur de PC.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Éducation / formation / équipement, ce sont des outils importants pour intervenir et réduire le temps de reprise, mais il y a encore beaucoup de travail à faire du côté des efforts d'atténuation, qui ne sont pas toujours financés dans le cadre de la gestion des situations d'urgence.

## 5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui            Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui            Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui            Non

Adapter les stratégies de communication aux incidents et aux endroits est ce qui donne les meilleurs résultats, même si le message peut être le même.

**Penticton**  
**[traduction]**

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui          Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui  Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Des médias sont toujours disponibles et prêts à aider à transmettre les messages au public.

**6) Premiers intervenants**

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui          Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui          Non

Nous avons la capacité d'intervenir et d'aider ceux qui doivent être évacués et de surveiller la situation jusqu'à ce que l'aide extérieure arrive.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui  Non

Le personnel de la TI est disponible, tout comme celui du POC, autrement la réponse est non.

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui          Non

- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui          Non    x

Des membres du personnel ont reçu une formation dans le cadre de divers cours du SGIUCB en rapport avec le centre de commandement en cas d'urgence offerts par le Programme provincial de mesures d'urgence, par l'entremise du Justice Institute de C.-B. On a besoin de plus de formation dans le domaine de la SCI à l'intention des premiers intervenants de divers organismes.

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui    x      Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui    x      Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui          Non    x
  - Dans la négative, pourquoi?

Toute l'aide extérieure est coordonnée par le Programme provincial de mesures d'urgence et la province.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui          Non    ???
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui          Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui          Non    x

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui          Non    x

**Penticton**  
**[traduction]**

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui      Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui      Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

Une équipe spécialisée qui pourrait être déployée là où le besoin se fait sentir.

**9) Protection des infrastructures essentielles**

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui  Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui  Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui      Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui      Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui      Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Les ressources sont identifiées dans la collectivité, c'est-à-dire le répertoire des services cruciaux.

### Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

**Penticton**  
**[traduction]**

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
  - Par législation locale
  - Autre : expliquez
- 
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez
    - Fournitures médicales
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
    - Aliments et eau
    - Autres
      - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
  - J'ai accès à une cache
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède



**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Peterborough  
Ontario**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

**Trent Gervais, chef pompier adjoint et coordonnateur de la gestion communautaire des mesures d'urgence. J'ai pris part à diverses situations d'urgence de grande envergure : verglas de 98, panne majeure d'électricité, SRAS, inondation de 2004. J'ai 20 ans d'expérience au service des incendies.**

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....X
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

INONDATION DANS LA PLUS GRANDE PARTIE DE LA VILLE

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non

**Peterborough**  
**[traduction]**

- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

UNE FOIS - SRAS

**2) Évaluation des risques**

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

UNE FOPIS L'AN

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....X
- Organisation locale de gestion des urgences .....X
- Administration municipale .....X
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui  Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non )

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

PAS BEAUCOUP DE COLLABORATION

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

LE MANQUE DE RENSEIGNEMENTS NUIT À UNE BONNE PLANIFICATION

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui  Non

- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

POLICE, POMPIERS, GESTION DES MESURES D'URGENCE

### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée.....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas.....

UN PROGRAMME TRÈS BIEN ENCADRÉ

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....X
- Ne sais pas.....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance.....
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....X
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

UNE NOUVELLE INSTALLATION PERMANENTE ULTRA MODERNE

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SIGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SIGI, gestion de site, autre

**Peterborough**  
**[traduction]**

- Dans la négative, pourquoi?

ON ATTEND QUE LA PROVINCE FINALISE LE MODÈLE SGI

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

POUR LE MOMENT, ON TRAVAILLE A ÉTABLIR UN NOMBRE SEUIL DE  
RÉSIDENTS DONT NOUS POURRIONS NOUS OCCUPER SANS AIDE  
EXTÉRIEURE

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....X
  - Ambulanciers .....X
  - Service des incendies .....X
  - Service de police .....X
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....X

**4) Financement**

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui  Non

- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....X
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

PAS ASSEZ D'ARGENT POUR SATISFAIRE AUX CRITÈRES PROVINCIAUX

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient

**Peterborough**  
[traduction]

de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

FINANCEMENT INADÉQUAT

- 4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

TOUS LES DEUX ANS

- 4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

NE COUVRE PAS CERTAINS BESOINS ESSENTIELS COMME LA GESTION D'UN CENTRE D'ACCUEIL EN CAS D'ÉVACUATION. AUSSI TRÈS RESTRICTIF. PAR EXEMPLE, NE FINANCE PAS LA TECHNOLOGIE.

**5) Sensibilisation du public**

- 5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

NOUS FAISONS DES PRÉSENTATIONS LORS D'ASSEMBLÉES PUBLIQUES ET NOUS DONNONS DE LA FORMATION. AUSSI NOUS ORGANISONS TOUS LES ANS UNE JOURNÉE DE PROTECTION CIVILE À LAQUELLE TOUS LES SERVICES D'URGENCE PARTICIPENT

- 5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

PROJET EN COURS, EN PARTENARIAT AVEC LES MÉDIAS LOCAUX ET NOUS CHERCHONS D'AUTRES OUTILS SUR LE MARCHÉ.

- 5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui  Non

- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

C'EST UNE NOUVELLE ENTENTE AVEC LA PROVINCE ET NOUS N'EN AVONS PAS ENCORE FAIT L'ESSAI.

## 6) Premiers intervenants

### 6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

PAS ASSEZ DE FINANCEMENT

### 6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

NON, NOUS CHERCHONS JUSTEMENT À ATTEINDRE L'INTEROPÉRABILITÉ ENTRE LES SERVICES LOCAUX.

### 6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui X Non

NOTRE SERVICE D'INCENDIES EST UNE ÉQUIPE DE RÉPONDANTS DE NIVEAU 2

### 6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

NOUS SOMMES EN TRAIN DE METTRE AU POINT UN PLAN

### 6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui X Non

EXCELLENTS PROGRAMMES!

**Peterborough**  
**[traduction]**

**7) Rôle des Forces canadiennes**

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)**

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]



8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

IL Y A UNE ÉQUIPE SARMU À MOINS DE 125 KM

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

LA CATASTROPHE POURRAIT ÊTRE CAUSÉE PAR TOUTES SORTES DE CHOSES. UN AVION DE LIGNE, PAR EXEMPLE, QUI S'ÉCRASE SUR UN DE NOS QUARTIERS.

## 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui  Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui  Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**Peterborough**  
**[traduction]**

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui            Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui            Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

NOUS FAISONS DE LA FORMATION CROISÉE EN RÉUNISSANT L'INDUSTRIE  
ET LA PLANIFICATION D'URGENCE.

**Questions de suivi**

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale X
  - À la télévision locale X
  - À la radio nationale X
  - À la télévision nationale X
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
  - Par législation locale
  - Autre : expliquez
- 
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui  X
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence  X
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence  X
  - Fournitures stockées (voir 2b)  X
    - Équipement d'urgence spécial  X
      - Précisez – génératrices, équipement de sauvetage
    - Fournitures médicales
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
    - Aliments et eau
    - Autres
      - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui  X (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme  X
  - J'ai accès à une cache
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité  X
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Prince Albert  
Saskatchewan**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Les Karpluk, chef pompier, Services des incendies et des urgences de Prince Albert,  
25 ans à l'emploi du service

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....X
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

À ma connaissance, il ne s'est pas produit de catastrophe dans la région

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non

- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

Je ne sais pas.

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui            Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

C'est ce que nous nous proposons de faire maintenant que notre Plan d'intervention d'urgence vient d'être mis à jour.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Pas actuellement

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui    Non    )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté?    (Oui    Non    )

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui            Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Nous n'avons pas encore procédé à une évaluation proprement dite du risque.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui            Non    X

**Prince Albert**  
**[traduction]**

- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui      Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Nous n'y avons pas encore réfléchi sérieusement.

**3) Capacité d'intervention**

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....X
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....X
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui      Non    X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui    X    Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire Une salle de conseil a été réservée à l'installation d'un éventuel Centre d'opérations d'urgence
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]



**Prince Albert**  
**[traduction]**

**4) Financement**

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui  Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Étant donné les coûts associés au matériel d'intervention d'urgence, nous n'avons pas pu faire l'acquisition du matériel que nous estimons essentiel pour protéger notre collectivité.

Le PCPC prévoit le partage des coûts 50/50.



4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui  Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Voir commentaire plus haut

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Si ma mémoire est bonne, nous avons fait deux demandes et nous avons été acceptés les deux fois. Mais je n'en suis pas tout à fait sûr.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Pour que notre collectivité puisse réellement se dire prête à faire face à une situation d'urgence, nous aurions besoin de plus de formation spécialisée.

## 5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Ici encore, c'est un objectif vers lequel nous tendons.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous

**Prince Albert**  
**[traduction]**

différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

Nous avons la station de radio locale pour nous aider en cas de catastrophe.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui  Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Je pense que la station de radio locale pourrait interrompre ses émissions pour diffuser des messages d'urgence.

**6) Premiers intervenants**

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Le personnel de notre service a reçu une formation de techniciens ambulanciers et de premiers répondants.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Pas du tout.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui  Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

Il faudrait avoir accès à plus de places à Ottawa pour faire former nos chefs de service et notre personnel clé.

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi? Manque de renseignements
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

**Prince Albert**  
**[traduction]**

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

Sans objet

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

S/O

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

S/O

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité X
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**9) Protection des infrastructures essentielles**

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui Non X

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui      Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui      Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui      Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui      Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Je ne suis pas sûr que le gouvernement provincial a identifié des infrastructures essentielles dans notre collectivité.

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Il n'y a rien en place pour le moment

### Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

**Prince Albert**  
**[traduction]**

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez
    - Fournitures médicales
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
    - Aliments et eau
    - Autres
      - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus X

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
  - J'ai accès à une cache X
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Prince George  
Colombie-Britannique**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

**1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.**

Kelly Gilday,

Chef, prévention des incendies/coordonnateur adjoint du programme d'urgence

10 ans d'expérience en coordination des mesures d'urgence:

- 2 collectivités de moins de 20 000 habitants
- 1 collectivité de plus de 80 000 habitants

**1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?**

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....X
    - 125 milles carrés, population de 85 000 habitants
    - Beaucoup de grandes parcelles de terre dans les limites de la ville.
    - Population disséminée dans de nombreuses subdivisions distinctes.

**1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?**

- Installation industrielle importante.....X Grande raffinerie, quelques usines chimiques, des usines de pâte à papier, grande cour de triage
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X Aéroport en voie d'expansion pour accueillir de grands avions cargos.
- Toutes ces réponses .....

**1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?**

- Oui X Non Coordonnateur du programme d'urgence et quelques adjoints, comité de planification des mesures d'urgence et plan d'intervention d'urgence et de récupération.

**1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?**

- Oui X Non Inondation

**Prince George**  
**[traduction]**

- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Pour avoir les pouvoirs de restreindre les déplacements, de construire des digues et d'évacuer les résidents.

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui            Non    X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**2) Évaluation des risques**

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui    X    Non
- Dans la négative, pourquoi? Une certaine évaluation du risque a lieu lorsque nous passons en revue notre plan de mesures d'urgence; mais il faudrait procéder à une évaluation plus poussée.
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?    X
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Nous venons de terminer l'examen du plan de 2003; nous devrions procéder à une évaluation du risque d'ici 2 ans.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui X Non )

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui    X    Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des



renseignements liés aux risques?

Excellente participation des industries de notre municipalité.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Nous avons les détails qu'il nous faut pour intervenir et de l'expertise dans le secteur d'intervention. Il y a un Comité de fabrication industrielle qui travaille en étroite collaboration avec nos équipes d'urgence aux étapes de la planification et de l'intervention.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui  Non  – mais pas beaucoup.
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi? La GRC a un plan d'action en cas de terrorisme
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part? La ville n'en a pas.

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée ....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

**Prince George**  
**[traduction]**

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui          Non    X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui    X    Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Le bâtiment offre de l'espace, un système de communications, une génératrice, des locaux et services. Nous l'avons déjà utilisé et tout va bien.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui    X    Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

BCERMS

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui          Non    X
- Dans la négative, pourquoi? Notre collectivité est le noyau central de la région; c'est nous qui aidons les autres
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui          Non    X
  - Dans la négative, pourquoi? Si nécessaire, nous obtiendrons des ressources contre rémunération.

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures    X
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui          Non    X

- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....X
  - Ambulanciers .....X
  - Service des incendies .....X
  - Service de police .....X
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....X

#### 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial X
- Le gouvernement fédéral X

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite X
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous

**Prince George**  
**[traduction]**

expliquer pourquoi?

La plus grande partie du financement de nos projets provient de subventions du PCPC

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui  Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Chaque fois que nous avons fait une demande, nous avons obtenu une réponse favorable. Depuis cinq ans, nous avons fait deux demandes et nous avons reçu le financement demandé chaque fois.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Il n'y en a pas assez pour certains projets quand on applique le modèle 50/50.

## **5) Sensibilisation du public**

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Nos programmes de sensibilisation publique se font de bouche à oreille, ou par l'intermédiaire des médias et des groupes de services.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui  Non

- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? radio, télévision et journaux
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui  Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui  Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui  Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Pas assez de formation

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Ne sait pas

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

Rôle de soutien seulement

**Prince George**  
**[traduction]**

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui            Non

Ne sait pas

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui    X    Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui            Non

Il n'y en a jamais assez, mais la formation donnée par le Collège canadien de gestion des urgences est excellente.

**7) Rôle des Forces canadiennes**

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui            Non    X

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui            Non    X
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui            Non    X
  - Dans la négative, pourquoi?

Pas entendu parler.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui            Non    X
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui            Non    X
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui            Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui      Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui      Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui      Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X      Non

**Prince George**  
**[traduction]**

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui  Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Comme on l'a mentionné plus haut, nous avons un comité de travail formé de représentants de l'industrie et de la municipalité qui travaillent ensemble aux étapes de la planification et de l'intervention en situation d'urgence.



**Questions de suivi**

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez
    - Fournitures médicales
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
    - Aliments et eau
    - Autres
      - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus X

**Prince George**  
**[traduction]**

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
  - J'ai accès à une cache
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède X

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Québec  
Québec**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Alain Moreau Directeur bureau sécurité civile ville de Québec

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine .... 543 km carrée

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante..... oui
- Poste frontière..... non
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport .. oui
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui  Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## Québec

### 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? Oui  schéma de couverture de risque
  - Un processus fédéral normalisé? oui loi sur l'environnement

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

En cours

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police..... Oui
- Service des incendies..... Oui
- Ambulanciers.....
- Santé publique ..... Oui
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui  Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui  Non )

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Exercice, plan d'urgence de l'industrie

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Bonne collaboration du privée

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

En évolution

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X temps réaction
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire(centre de coordination)
  - 
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

SGI

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## Québec

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi? aucune nécessité la ville de Québec est toujours prête à porter assistance.
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui          Non
  - Dans la négative, pourquoi?

Québec englobe presque toutes les villes

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale .....

## 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui          Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

En analyse

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui  Non
- Dans l’affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d’urgence.....
  - Acheter du matériel d’intervention .....
  - Constituer une capacité d’intervention CBRNE .....X
  - Constituer une capacité d’intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d’intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Lenteur bureaucratique

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui  Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l’intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non
- Dans l’affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu’est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## Québec

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

3 Fois

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Pas assez de financement

### 5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Pamphlets et exercice

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il? Service des communications
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui  Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui  Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]



## 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui  Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

En cours

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui  Non

en marche

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui  Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui  Non

Il faut surtout en Français

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non  À la demande du Provincial

## Québec

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non  Valcartier
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui  Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui            Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral            X
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui   X    Non    En cours

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui   X    Non    En cours

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui            Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui            Non A voir
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui   X    Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui            Non X

## Québec

- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

En marche

### Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias x
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - x Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - x Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial

- Précisez
  - Fournitures médicales
  - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) x
  - Aliments et eau x
  - Autres
- Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui x (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme x
  - J'ai accès à une cache x
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité x
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches x
- Non à tout ce qui précède

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Regina  
Saskatchewan**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Marco Deiana, directeur intérimaire, Santé et sécurité au travail et planification des mesures d'urgence. J'ai cinq ans d'expérience en planification des urgences à l'échelle municipale.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....X
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?    X
  - Un processus fédéral normalisé?      X

Je dirais que nous utilisons les deux.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Nous faisons périodiquement une évaluation du risque au sein de la municipalité avec le concours de l'industrie

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publique .....X
- Organisation locale de gestion des urgences .....X
- Administration municipale .....X
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Il n'y a jamais eu de problème

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Ça nous permet d'être mieux préparés

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

## Regina

[traduction]

- Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Le Service de police de Regina et la GRC

### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....X
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Nous avons un centre de commandement réservé à cet usage exclusif à l'hôtel de ville.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

ESM

- Dans la négative, pourquoi?



3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Impossible de répondre à cette question sans connaître la nature et l'étendue de la catastrophe. Nous pourrions tenir pour toutes les durées énumérées et plus encore, selon le cas.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....X
  - Ambulanciers .....X
  - Service des incendies .....X
  - Service de police .....X
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....X

#### 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui  Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**Regina**

[traduction]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....X
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....n
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui  Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Nous l'avons fait une couple de fois et il n'y a jamais eu de problème.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Pour le moment, notre municipalité s'en tient au financement disponible dans le cadre du budget municipal. Mais tout financement supplémentaire auquel nous pourrions avoir accès serait le bienvenu. Il y a toujours plus à faire aux chapitres de la formation et de la sensibilisation.

## **5) Sensibilisation du public**

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Nous avons recours aux médias, à des publications et au site web de la Ville de Regina

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il? Radio et télévision
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui  Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui  Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## Regina

[traduction]

### 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui  Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes? Vérifiés et mis au point sur une base annuelle, mensuelle ou hebdomadaire.

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui  Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui  Non

Les places sont vite comblées et notre province n'a droit qu'à un nombre limité de places, mais on apprécierait de pouvoir former plus de personnel.

### 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## **8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)**

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui  Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## Regina

### [traduction]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui      Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X      Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X      Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X      Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui      Non X
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X      Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui      Non X
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement

provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- 9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Nous nous réunissons régulièrement pour discuter de leurs plans de mesures d'urgence.  
Co-OP Refinery , Enbridge Pipelines

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Richmond**  
**Colombie-Britannique**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Deborah Procter

Gestionnaire, Programmes de mesures d'urgence

10 mois à mon poste actuel, dans la Ville de Richmond, 4 ans à titre de coordonnatrice des programmes d'urgence à l'Aéroport international de Vancouver

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Éboulement en janvier 2005.

Il a fallu faire une déclaration pour pouvoir décréter l'ordre d'évacuation obligatoire de tout le secteur environnant

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré



un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui          Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 2) **Évaluation des risques**

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

Ne sais pas. Voir réponse à la question 1a. Je n'ai aucune documentation sur la fréquence des évaluations de risques.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui    Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui    Non )

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui          Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Ne sais pas

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

La dernière évaluation du risque a été un exercice en ligne qui s'est fait au printemps 2007. Nous allons faire appel à un consultant pour faire réaliser une évaluation complète à laquelle participeront la police, le service des incendies, le transport ambulancier, la santé publique, le personnel de la Ville et d'autres.

**Richmond**  
**[traduction]**

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Nous avons un projet de Plan CBRNE qui devrait être approuvé à l'automne.

**3) Capacité d'intervention**

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui  Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire Dans les bureaux de la municipalité
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

SCI

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  (verbale) Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?

Il va sans dire que nous viendrions en aide à une municipalité voisine en cas d'urgence.

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Tout dépend du sinistre. Nous nous attendons à ce que les résidents et les entreprises puissent être autonomes pour au moins 72 heures.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

En revanche, nous avons établi une liste de fournisseurs dans la collectivité avec lesquels nous pouvons entrer en contact à tout moment du jour ou de la nuit pour avoir accès à leurs fournitures en cas d'urgence. Il n'est pas nécessaire de stocker des fournitures puisqu'il suffit de déclarer l'état d'urgence pour avoir accès à toutes les fournitures nécessaires à prix raisonnable.

**Richmond**  
**[traduction]**

**4) Financement**

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité  X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

+ subventions du PCPC au besoin pour des projets.

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui  X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Maintien des programmes en cours + demandes de financement supplémentaire pour des projets précis.

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  X Non

Seulement le PCPC

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui  X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

Subvention du PCPC

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite  X
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Voir 4g

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui  Non

Seulement le PCPC

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Les critères (plan de mesures d'urgence tous les cinq ans, exercices tous les trois ans ou 40 000 \$ pour équipement et véhicules spécialisés, etc.) ne sont tout simplement pas raisonnables. Les plans et les exercices devraient se faire tous les ans. En plus, tout le travail lié aux plans d'urgence a la même échéance de cinq ans. Par conséquent, si on obtient une subvention pour un plan d'urgence l'an 1, on ne peut pas en obtenir une autre l'an 2 pour un plan d'évacuation, un plan d'intervention en cas de déversement de matières dangereuses, un plan de récupération ou un plan de maintien des activités des entreprises, etc.

Cette restriction fait qu'on a une année de fou où on fait des tas de plans, suivie de quatre années où on des débrouille comme on peut. Ce serait plus rationnel de faire un ou deux plans par année au lieu d'essayer de tout faire en un an. Et puis le plafond de 40 000 \$ est ridicule. Qu'est-ce qu'on peut avoir pour 40 000 \$? On voudrait faire l'acquisition d'une unité mobile de secours qui coûte environ 500 000 \$. Il nous faut plus d'aide. C'est très difficile de prendre 500 000 \$ sur un budget municipal.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Je pense que la municipalité a obtenu des réponses favorables dans le passé.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Il n'y a jamais assez d'argent pour la gestion des urgences.

## 5) Sensibilisation du public

**Richmond**  
**[traduction]**

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Nous faisons des démonstrations de protection civile sur demande. Nous donnons de la formation par le biais des centres communautaires. Il y a beaucoup d'information sur le site web de la Ville. Nous avons aussi des brochures et des guides.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi? Il y a eu des problèmes avec la proposition de l'an dernier. Nous allons nous ressayer cette année.
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? Pour le moment, les médias locaux et le porte à porte.
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui  Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui  Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**6) Premiers intervenants**

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non

- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Utilisés régulièrement dans les cas de sinistres faisant appel à tous les services : police, incendie et ambulances

- 6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

non

- 6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non X

La GRC voudrait qu'on fasse appel à son équipe EDU. S'ils ne sont pas disponibles, on enverrait des échantillons à BC CDC. L'équipement et les ressources nécessaires pour intervenir lors d'un incident CBRNE ne sont pas dans notre collectivité, mais sont accessibles à l'échelle régionale.

- 6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- 6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non X
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non X

La formation offerte par le Collège canadien de gestion des urgences est inadéquate. Ils offrent un cours de base en gestion des urgences, en gestion d'un centre de commandement, en gestion de site, et une formation de base en CBRN. La gestion des urgences, c'est bien plus que ça.

## 7) Rôle des Forces canadiennes

- 7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non la demande d'aide fédérale passe par la province.

- 7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement

**Richmond**  
**[traduction]**

Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?

- Oui      Non X
- Dans la négative, pourquoi?

Voir 7a.

**7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?**

- Oui X      Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui X      Non      Voir 7a.
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui X      Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)**

**8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?**

- Oui      Non X Il y a une équipe SARMU à Vancouver pour le bénéfice de toute la région. Pour faire appel à cette équipe SARMU, il faudrait passer par la province. En cas d'incident à l'échelle régionale, un tremblement de terre, par exemple, SARMU ne serait pas à la hauteur.

**8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?**

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5 X

**8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?**

La Ville de Richmond ne contribue pas au programme SARMU. Je pense que le financement vient de la province.

**8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?**

- Oui      Non
- Dans la négative, pourquoi?

Voir 8a.



8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui            Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial    X
- Gouvernement fédéral        X
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

Je pense que l'équipe SARMU devrait être une ressource régionale et ne devrait pas être cantonnée dans une municipalité ni financée par une municipalité quelle qu'elle soit.

### **9) Protection des infrastructures essentielles**

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui   X    Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui   X    Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui            Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui            Non X
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

Si le gouvernement fédéral estime qu'il y a des infrastructures essentielles dans notre collectivité, il devrait prendre la responsabilité de les protéger; mais à ma connaissance, personne n'a communiqué avec nous à cet égard.

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui   X    Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces

**Richmond**  
**[traduction]**

infrastructures provinciales essentielles?

- Oui      Non

- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Si le gouvernement provincial estime qu'il y a des infrastructures essentielles dans notre collectivité, il devrait prendre la responsabilité de les protéger; mais à ma connaissance, personne n'a communiqué avec nous à cet égard.

- 9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**Questions de suivi**

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui  (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez  La décision du CRTC de permettre la diffusion de messages d'alerte à la population lorsqu'il y a « danger imminent ou actuel pour la vie ».
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence

- Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence **X**
- Fournitures stockées (voir 2b)
  - Équipement d'urgence spécial
    - Précisez
  - Fournitures médicales **X**
  - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) **X** pour le personnel du centre de commandement seulement
  - Aliments et eau **X** pour le personnel du centre de commandement seulement
  - Autres
    - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c) **X**
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme **X**
  - J'ai accès à une cache **X**
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Rimouski  
Québec**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Jean Matte, directeur général

Ville de Rimouski

35 ans à la Ville de Rimouski

Il a rempli différentes fonctions aux travaux publiCS , directeur de ce service

A supporté les services d'urgence

Il agit à titre de coordonnateur des mesures d'urgences

Bertin Santerre, directeur

Service de sécurité incendie

Ville de Rimouski

J'ai 25 ans d'expérience dans le domaine.

J'ai eu a gérer des inondations, incendies majeurs, interventions en présence de matières dangereuses diverses, colis suspect, panne de courant majeure, assistance sur des simulations et écrasement d'avion.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....x
- Notre municipalité compte 163,8 habitants au kilomètre carré

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui      Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Incendie majeur au centre-ville  
Tempête de vent avec appels multiples  
Renversement d'une remorque de peroxyde organique avec fuite  
Renversement d'une remorque de propane  
Seulement des parties du plan ont été activées

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui      Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

L'évaluation est en train de se faire et lorsque le schéma de sécurité civile sera en fonction nous serons assujettis à ce dernier.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Le tout se fera en continu selon le programme que nous allons instaurer avec le schéma de sécurité.

De plus, le schéma de sécurité civile sera instauré dans les prochaines années et nos mesures y seront intégrées.

## Rimouski

### 2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....X
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X) pas à ce stade-ci
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X) pas à ce stade-ci

A cette étape, nous sommes à valider notre questionnaire de cueillette de données.

Par la suite, nous débuterons cette cueillette.

Les plans de site pour les risques 3 et 4 des bâtiments de la municipalité sont pratiquement terminés.

Pour les autres types d'urgence à grand déploiement, nous référons aux procédures déjà assujetties du ministère de la Sécurité publique.

### 2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui      Non X
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Aucune industrie d'envergure ne se trouve sur notre territoire.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Non applicable actuellement ; il n'y a aucune industrie à risque de sinistre majeur

### 2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Nous ne sommes pas à cette étape de rédaction de ce type de programme et nous sommes toujours à la phase d'évaluation

### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

Actuellement, la Ville de Rimouski est capable de répondre à l'ensemble des sinistres pouvant survenir sur son territoire. Elle est à peaufiner ses comités et s'est construite un centre de coordination des mesures d'urgence, forme le personnel nouvellement nommé et possède depuis quelques semaines, une nouvelle tour de communication avec deux fréquences dédiées à l'urgence, soit : 1 fréquence répéteur et une fréquence simplex.

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....X à chaque fois que nous avons eu une situation avec un important déploiement, une personne de la sécurité civile du Québec, bureau régional du Bas Saint-Laurent, s'est enquis de la situation et nous a offert leur support si nous le jugions nécessaire.
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui X Non Un centre secondaire est prévu en cas d'impossibilité d'utiliser le centre permanent de coordination des urgences municipales.
  - 
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

La Ville de Rimouski possède un des centres permanents de coordination des plus modernes et s'assure de son maintien en bon état de fonctionnement. Il sera inauguré dans quelques

## Rimouski

semaines, soit le 7 juin 2007.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

La Ville de Rimouski possède une structure de commandement flexible et capable de s'adapter à toutes les situations ou sinistres pouvant découler de notre responsabilité.

La Ville de Rimouski possède un plan de déploiement en fonction des risques qu'elle peut couvrir et est en mesure de demander le support d'autres municipalités et/ou des gouvernements si cela dépasse notre capacité opérationnelle.

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Cela dépendra de l'ampleur du sinistre et du type.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....X
  - Service de police .....X
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....



- Travaux publics et tous les niveaux fonctionnels de la Ville de Rimouski X

#### 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

- Tour de communication
- Aménagement et équipements informatiques dédiés aux mesures d'urgence

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite X
- Pas satisfaite
- Délais de paiement des subventions très long

## Rimouski

- Subvention trop faible pour les coûts exorbitant qu'entraîne l'achat de certains équipements d'intervention d'urgence en sécurité civile
- Exemple :  
Pour un véhicule d'intervention de matières dangereuses CBRNE, la subvention possible est de 40 000\$ alors qu'une unité et ses équipements coûtent jusqu'à 400 000\$ et plus.
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui  Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite  Pour ces équipements, 50% des coûts ont été absorbés par le programme PCPC
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

?????????[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

S'assurer d'avoir en tout temps du personnel disponible pour répondre aux appels.

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?

En voie de réalisation, nous sommes à établir quelle sera la meilleure façon de bien diffuser l'information et s'enquérir de la collaboration des citoyens.

- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?

Nous sommes à étudier le meilleur système qui pourrait nous supporter dans la transmission de message à la population.

- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?  
Actuellement, nous procéderons, par médias radiophonique et télévisuel.

- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui  Non  N/A

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui  Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui  Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## Rimouski

### 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui  Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Chaque jour pour le service de sécurité incendie  
5 jours / semaine pour les autres services et celle des mesures d'urgence

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui  Non

Oui pour les matières dangereuses sauf le nucléaire  
Nous sommes capables de stabiliser la situation en attendant les spécialistes

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non

- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non

•  
7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

• Oui Non

• Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?

▪ Oui Non

[Nous devons suivre le processus de demande d'assistance en cas de sinistre majeur en passant par la sécurité civile du Québec \( Notre bureau régional \)](#)

▪ Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

• Oui  Non

• Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?

▪ Oui  Non

[Nous devons suivre le processus de demande d'assistance en cas de sinistre majeur en passant par la sécurité civile du Québec \( Notre bureau régional \)](#)

▪ Dans la négative, pourquoi?

▪ Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?

○ Oui Non

[Nous devons suivre le processus de demande d'assistance en cas de sinistre majeur en passant par la sécurité civile du Québec \( Notre bureau régional \)](#)

## 8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

• Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

## Rimouski

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui      Non      N/A
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui      Non      N/A
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

La Ville de Rimouski ne possède pas cette équipe et les gouvernements devraient subventionner ces différentes unités qui coûtent une petite fortune à faire fonctionner et surtout à entretenir.

## 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui  Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui  Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui      Non  Nous ne possédons pas cette information
-

- Dans l’affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui      Non **X Nous ne possédons pas cette information**
  - 
  - Dans l’affirmative, quel type d’aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

N/A

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui      Non **X Nous ne possédons pas cette information**
- 
- Dans l’affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui      Non **X Nous ne possédons pas cette information**
  -
- Dans l’affirmative, quel type d’aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

N/A

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d’infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

N/A

### Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d’interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d’urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - 1 À la télévision locale
  - 2 À la radio nationale
  - 3 À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias **x**
  - Non, cela n’est pas nécessaire pour ma collectivité

## Rimouski

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire x

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui x
- Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - 1 Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - 2 Fournitures stockées x (voir 2b) Alimentation Paul Émile Dubé
- Équipement d'urgence spécial x Croix rouge et lites de camps
- Précisez
- Fournitures médicales
  - 1 Fournitures pour abris (lits de camp et lits) x
  - 2 Aliments et eau
  - 3 Autres
- Précisez
- Rien de ce qui est mentionné cidessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non Ne sas pas

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
- J'ai accès à une cache
  - 1 J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - 2 On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
- Non à tout ce qui précède x



**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Rouyn-Noranda  
Québec**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Stephen Valade  
Chef formation- prévention  
Service de la sécurité incendie Rouyn-Noranda  
239 rue Murdoch  
Rouyn-Noranda, Québec  
J9X 1E8

Téléphone 819-797-7124  
Télécopieur 819-797-7106

Expérience dans le domaine de l'intervention d'urgence depuis 1984  
Principalement dans les services pré hospitaliers d'urgence et dans le domaine de l'incendie

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....X

.....6 600 km<sup>2</sup> avec une population de 30 340 habitants

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

## Rouyn-Noranda

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Au cours des 10 dernières années, le comité local de mesures d'urgence a été partiellement mis en alerte dans près de 10 occasions. Les événements répertoriés impliquaient des incendies majeurs, Explosion, inondations, tempête de neige et réception d'évacués de feux de forêt dans le nord.

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

La priorité des risques est évaluée en fonction de la probabilité de survenance de l'événement et les conséquences sur la population

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Aux 3 à 5 ans

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publique .....X
- Organisation locale de gestion des urgences .....X
- Administration municipale .....X
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui  Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non )

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Certaines industries démontrent un grand intérêt lorsqu'ils perçoivent que leur participation a un effet bénéfique auprès de la population. Les industries qui ne participent pas sont réticentes à participer par craintes d'ameuter la population.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Une bonne analyse bien documentée permet de mieux évaluer et mesurer le risque, ce qui permet de mettre temps et énergies au bon endroit.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Ce risque n'a actuellement pas été retenu pour la région mise à part les barrages.

L'évaluation a été effectuée par la sécurité civile.

Pour les barrages, Hydro-Québec a des plans d'urgence. Lors d'un acte de terrorisme, la Sûreté du Québec est l'intervenant responsable.

### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée ....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

La structure est actuellement en réorganisation pour justement améliorer ce qui est déjà en place.

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

## Rouyn-Noranda

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

L'hôtel de ville est désigné comme centre de coordination des mesures d'urgence. Le bâtiment est muni d'une génératrice et un système de communication y est aménagé. Deux autres bâtiments ont été désignés en second et troisième choix comme centre de coordination des mesures d'urgence.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SIG) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SIG, gestion de site, autre

La structure de commandement de la Ville de Rouyn-noranda utilise une structure de commandement à deux niveaux avec un centre d'opération d'urgence (COU) et un centre de coordination des mesures d'urgence (CCMU)

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?

La Ville de Rouyn-Noranda occupe maintenant la place qu'occupait l'ancienne Municipalité Régionale de Compté.

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures X
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....X
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....X
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....X

#### 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....

## Rouyn-Noranda

- Acheter du matériel d'intervention .....
- Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
- Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
- Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
- Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite X
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Le gouvernement pourrait initier certains projets permettant d'orienter le développement des mesures d'urgences

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Jamais

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui      Non
- Dans la négative, pourquoi?

Fait partie des prochaines étapes

- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?

Station de radio émettrice installée dans une entreprise à cet effet en plus d'une entente avec une station de radio local

Aussi sirène installée dans une entreprise pour alerter la population d'une fuite de gaz.

- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui  Non

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui  Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui  Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non

## Rouyn-Noranda

- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui  Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Les systèmes sont vérifiés et utilisés de manières courantes

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Pour certains domaines Oui (ambulance – incendie)

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non



- Dans la négative, pourquoi?

Cela fait partie des prochaines étapes à faire avec la milice locale.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui  Non

Actuellement non. C'est une volonté municipale pour les prochaines étapes.

**8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)**

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui  Non

Nous avons une équipe de pompiers formés pour effectuer du sauvetage en rappel et en espaces clos.

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

Niveaux inconnus

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

Pour le maintien des équipements et les compétences du personnel (3 entraînements de 3 heures par an) le coût est d'environ 10 000\$ par an.

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?

Il n'y a pas d'autre équipes ou celles-ci sont trop loin.

## Rouyn-Noranda

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

Les niveaux 1 à 5 ne font pas partie du langage courant.

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral          X
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

Si c'est une volonté fédérale d'atteindre ce niveau, le financement devrait être en conséquence. Si les équipes actuellement en place sont représentatives des besoins, le financement est à 80% présent.

### 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui          Non X

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui          Non X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X          Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui X          Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

Aucune aide

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X          Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces

infrastructures provinciales essentielles?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Aucune aide

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Actuellement la Ville travaille avec certaines entreprises sur la planification d'urgence, les risques et les impacts sur la population.

### Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui 
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence

## Rouyn-Noranda

- Fournitures stockées (voir 2b)
  - Équipement d'urgence spécial
    - Précisez
  - Fournitures médicales
  - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
  - Aliments et eau
  - Autres X
    - Précisez : Hôpital de campagne du fédéral
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui X (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
  - J'ai accès à une cache
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
- Non à tout ce qui précède X

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Saanich  
Colombie-Britannique**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Frank Macdonald, coordonnateur du programme de gestion des urgences.  
6 mois d'expérience à ce titre, 15 ans comme pompier.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....X proche
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X proche
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

**Saanich**  
**[traduction]**

**2) Évaluation des risques**

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

Une fois tous les 5 ans

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée ....X
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....X

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Notre centre de commandement est construit selon les normes de la protection civile et sert aussi de salle de formation pour le service des incendies ou le programme de gestion des urgences. L'endroit est rattaché à notre caserne d'incendie no 1.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

BCERMS, SCI

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## Saanich

### [traduction]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Impossible à déterminer, tout dépend de la nature du sinistre.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....X
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

#### 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui  Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Fondés sur les besoins de financement du programme. Ex. Formation pour le personnel/les bénévoles.



4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....X
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

Conscience des Tsunami, évaluation des risques de tsunami et cartographie.

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui  Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**Saanich**  
**[traduction]**

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Nous avons fait deux demandes et avons obtenu une seule réponse favorable.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**5) Sensibilisation du public**

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Programme communautaire de protection civile pour former les particuliers, les familles et les quartiers.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

Vaste secteur, population très dispersée, risques de toutes sortes. Considérations financières, manque antérieur d'un bon système économique. Avis publics diffusés par les médias locaux. Porte à porte et système de haut-parleurs dans véhicule. Étudions les formules « 911 inversé » et « Canalert ». Ces systèmes ne fonctionnent pas si le réseau téléphonique est en panne. Nous continuons de nous renseigner.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Étudions les formules « 911 inversé » et « Canalert », et comptons actuellement sur les

médias locaux pour diffuser nos avis à la population.

## 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui  Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Le système n'a pas été testé et la formation est inadéquate.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

NON!

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

On ne peut jamais être trop prêt /formé

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre

**Saanich**  
**[traduction]**

municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?

Manque de temps/de personnel

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non

Grâce à ce questionnaire, nous venons d'apprendre que deux unités de réserve sont cantonnées dans notre région. Nous allons établir le contact avec elles. (Merci)

**8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)**

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui            Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial    X
- Gouvernement fédéral        X
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

Trop coûteux pour l'échelle municipale. La ressource devient une ressource régionale, provinciale ou fédérale.

### 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui   X    Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui   X    Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui            Non    (ne sait pas)
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui            Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui            Non    (ne sait pas)
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui            Non

## Saanich

### [traduction]

- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Tous les services municipaux ont établi ou sont en train d'établir un Plan de maintien des activités. Nous travaillons avec les entreprises locales pour les sensibiliser davantage à la nécessité des mesures de protection civile et au besoin d'établir un plan de maintien des activités.

### Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X – Les médias locaux ont convenu entre eux de soutenir les infrastructures/services de communications restants dans la région, en cas de dommages considérables causés par un grave sinistre)
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence X

- Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence X
- Fournitures stockées (voir 2b)
  - Équipement d'urgence spécial X
    - Précisez vêtements/équipement de protection en cas de maladies infectieuses
    - Équipement et fournitures pour monter rapidement un Centre d'hébergement d'urgence;
    - Équipement et fournitures de recherche et de sauvetage dans la plupart des installations municipales
  - Fournitures médicales X – fournitures de premiers soins stockées dans la plupart des installations municipales.
  - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X – fournitures restreintes :
    - 30 matelas/couvertures
  - Aliments et eau
  - Autres
    - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X J'en ai entendu parler mais je ne sais pas où se trouve la cache la plus proche, mais en cas de sinistre nous y aurions accès par le biais du programme provincial de gestion des urgences de CB qui contrôle l'accès aux ressources externes, dont celles du provincial et du fédéral.
  - J'ai accès à une cache
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Saguenay / Chicoutimi – Jonquière  
Québec**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Michel Houde  
Conseiller en sécurité civile  
Ville de Saguenay

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....28738
  - Urbaine .....114954
  - Rurale et urbaine .... 143692 h

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

»Le déluge du Saguenay en 1996



1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui          Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X      Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

Nous possédons un plan de sécurité civile municipale  
Nous allons également déposer prochainement notre schéma de couverture de risque en  
sécurité incendie

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Depuis que le poste de conseiller en sécurité civile a été créé en 2006 nous sommes en  
évaluation constante.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....X
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui    Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté?    (Oui    Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui          Non X
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Cette étape sera franchie avec l'implantation des comités mixtes

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Au niveau des opérations nous intervenons dans des endroits où les quantités et la

## Saguenay / Chicoutimi-Jonquière

nature des matières dangereuse nous est inconnu en collaboration avec les industries.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui          Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
- Nous possédons sur notre territoire une base militaire de l'OTAN qui possède des avions de chasse.
  - Oui          Non X
  - Dans la négative, pourquoi? Au niveau de la préparation de notre plan nous ne sommes pas rendu <a cette étape
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée ....X
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

Notre plan de sécurité civil municipale est constitué des documents provenant des villes qui constituent ville de Saguenay, nous sommes présentement à l'actualiser

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X    Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui          Non

- Dans l'affirmative, veuillez le décrire Notre COU Centre des opérations d'urgence est situé dans un bâtiment relativement neuf, dans un secteur sécuritaire. Nous sommes équipé d'une génératrice. Du point vue technologique ce local est bien équipé (ordinateur, communication) Nous abritons également le centre 911 de relève.
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre  
Nous disposons d'un organigramme de mobilisation comptant sur un coordonnateur, un directeur des opérations, et nous avons également des responsables de missions(aide aux sinistrés)
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

Nous avons conclu une entente avec ville d'alma pour les service du 911, en cas d'urgence il nous sera possible d'utiliser leurs locaux

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....

## Saguenay / Chicoutimi-Jonquière

- Service des incendies .....
- Service de police .....
- Organisation de mesures d'urgence locale.....
- Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

### 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui  Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Nous devons présenter chaque dossier au comité exécutif

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

Le financement a été insuffisant pour atteindre nos objectifs.

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Le programme ne dégage pas suffisamment de budget pour pouvoir faire l'acquisition.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Une fois, mais le financement ne permet pas de réaliser le projet.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Est-ce que l'investissement est réellement nécessaire

**Considérant que nous devons investir dans des nouvelles technologies pour que les situations de crises soient mieux gérées et que l'acquisition d'équipement spécialisé comme un poste de commandement mobile représente des coûts très élevés, la participation financière du gouvernement est essentiel.**

## 5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de

## Saguenay / Chicoutimi-Jonquière

l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?

- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il? Le système médiaphone opéré par le centre 911, il est possible d'enregistrer un message et de la transmettre à un grand nombre de personnes simultanément.
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui  Non  Poste de radio local
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui  Non  Pas encore mis à l'épreuve
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Le service des communications a ratifié une entente avec une station radio locale afin de rejoindre la population pour dispenser de l'information en mesure d'urgence et ce depuis janvier. Dernier. Ce service n'a pas encore été utilisé

### 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui  Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

La grande majorité de nos intervenants de premières lignes utilisent de manière quotidienne le système radio de la ville qui couvre tout le territoire,

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Négatif

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui  Non

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui  Non

Le service de l'informatique a mis en place des systèmes de sécurité qui respecte les normes de l'inspectorat au niveau des services policiers, ce système s'applique à tous les services municipaux. Afin de vérifier l'efficacité des mesures de protections une firme privée tente annuellement à deux reprises d'infiltrer notre système.

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

Le coordonnateur municipal a suivi des formations en mesure d'urgence dans le cadre d'une maîtrise à l'école national d'administration public

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

Sur le territoire de Saguenay nous avons une base militaire, le régiment du Saguenay et un détachement de la réserve navale

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi? Nous avons des contacts avec la base de Bagotville seulement

## Saguenay / Chicoutimi-Jonquière

- Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
  - Oui            Non    X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui            Non    X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui            Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui            Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]



**9) Protection des infrastructures essentielles**

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui  Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**QUESTIONS DE SUIVI**

1.

a) Votre collectivité est-elle *unilatéralement* capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence? (Cochez toutes les cases pertinentes)

• Oui  (voir 1b)

- À la radio locale  (Voir explication en annexe)
- À la télévision locale
- À la radio nationale
- À la télévision nationale

• Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias  (Voir explication)

• Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

b) Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez  Un protocole d'entente avec la station radiophonique 98.3
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2.

a) Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence? (Cochez toutes les cases pertinentes)

• Oui  (Voir explication en annexe)

- Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence.
- Des fournisseurs locaux du secteur privé ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence.
- Fournitures stockées  (voir 2b)

▪ Équipement d'urgence spécial

• Précisez : \_\_\_\_\_

▪ Fournitures médicales

▪ Fournitures pour abris (lits de camp et lits)

▪ Aliments et eau

▪ Autres

• Précisez : \_\_\_\_\_

- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

b) Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui  (voir 2c)
- Non

c) Santé Canada a informé le comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada. Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache? (Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme 
  - J'ai accès à une cache
  - J'ai accès à une cache et je peux en confirmer son utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
- Non à tout ce qui précède

1.

- a) Notre service des communications a conclu une entente avec une station radiophonique locale afin que nous soyons en mesure d'interrompre leur programmation pour utiliser ce média lors d'une situation d'urgence. En contrepartie, Ville de Saguenay verse une somme annuelle à cette station radiophonique.

Nous avons également des ententes déjà établies avec les stations télévisées locales (de jour) et les réseau national (de nuit) afin de diffuser, *au bas des écrans*, toute l'information nécessaire en situation d'urgence.

2.

- a) Le bureau local de la Croix-Rouge détient la gestion des lits de camps qui sont la propriété de la Sécurité civile du Québec. Il faut donc se référer à eux pour obtenir ce service.

L'organisation municipale de la sécurité civile a mandaté le service des approvisionnements afin d'actualiser la liste de nos fournisseurs alimentaires (eau potable) qui pourraient être utilisés en situation de mesures d'urgence pour les centres d'hébergement.

Nous ne possédons aucune autre réserve d'équipement en cas d'urgence.

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Saint John  
Nouveau-Brunswick**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

**Yvonne Huntington,  
Directrice, Gestion des urgences  
Organisation de gestion des urgences de Saint-Jean  
Ville de Saint-Jean  
Saint-Jean (Nouveau-Brunswick)**

**3,5 ans d'expérience en gestion des urgences**

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....X
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

**Grave explosion – conduites souterraines de gaz – 1985**

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

**Une fois**

**2) Évaluation des risques**

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

**En fonction des antécédents, de la vulnérabilité, des risques les plus graves et de leur probabilité**

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

**Une analyse de risque a été réalisée en 2004 mettant en cause une vingtaine de risques possibles; une analyse de risque complète portant sur le gaz naturel liquéfié a été menée en 2006. Les différents risques sont réévalués périodiquement.**

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....X
- Administration municipale .....X
- Tous les services susmentionnés .....X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui  Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui  Non )

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

**Ça varie – certaines industries communiquent volontiers l'information; d'autres sont beaucoup plus réticentes. Nous continuons à travailler à faire tomber ces obstacles.**

**Saint John**  
**[traduction]**

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

**Cela a nui à notre organisation et nous a obligés à exercer des pressions sur ces entreprises pour qu'elles nous fournissent les renseignements nécessaires**

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

**Services locaux des incendies, de police et de transport médical d'urgence**

**3) Capacité d'intervention**

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée ....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non

- Dans l'affirmative, veuillez le décrire
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

**SCI/SGI**

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

**Tout dépend de la nature du sinistre, du temps de l'année, etc.**

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....X
  - Ambulanciers .....X
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....X

**Saint John**  
**[traduction]**

**4) Financement**

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui  Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....X
  - Acheter du matériel d'intervention .....X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....X
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui  Non



4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite X
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

**Les fonds ne sont pas toujours facilement accessibles – il faut donner énormément d'information dans les demandes de subvention; souvent nos besoins ne correspondent pas aux critères qui donnent droit aux fonds du PCPC; les sommes que distribue le PCPC dans la province sont faibles.**

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

**Environ 6 fois**

- ◆ **Création initiale du Centre d'opérations d'urgence – réponse favorable**
- ◆ **Acquisition d'une unité mobile de secours – réponse favorable**
- ◆ **Acquisition d'affichage électronique pour alerter la population – refusée**
- ◆ **Acquisition d'équipement EMNet – réponse favorable**
- ◆ **Approuvé récemment – fonds pour l'acquisition de matériel de télécommunications pour que le COU et l'unité mobile puissent se relayer**

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

4j. **Financement suffisant pour les ressources de planification (ex. pour Plans d'évacuation, de mesures d'urgence, etc.)**

4k. **Le grand nombre de risques présents dans la collectivité, notamment l'arrivée imminente de gaz naturel liquéfié**

## 5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

**Pour le moment, le programme est de portée très limitée, par manque de ressources humaines et financières. Nous avons mis au point de l'information pour le site web municipal; la Semaine nationale de la protection civile donne généralement lieu à des**

**Saint John**  
[traduction]

**activités diverses, notamment des démonstrations données à des groupes /organisations, ou des écoles, une campagne dans les journaux et les médias électroniques, etc.**

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui      Non
- Dans la négative, pourquoi? **Nous travaillons, avec les services provinciaux de gestion des urgences à mettre sur pied un système de diffusion de messages d'urgence. Nous participons actuellement à un projet pilote – Réseau de gestion des urgences – en collaboration avec la province et une station de radio locale.**
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? **Nous nous en remettons principalement aux médias locaux et nous pourrions utiliser d'autres moyens de communication**
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui      Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui      Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui      Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**6) Premiers intervenants**

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui \* Non
- Dans la négative, pourquoi? **\*Il y a interopérabilité au sein de la collectivité; mais elle ne s'étend pas aux collectivités voisines ou aux organismes extérieurs.**
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui      Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

**Non – les divers organismes (police locale, GRC, etc.) ont des protocoles d’acquisition différents. Il y a aussi la question des pompiers permanents et des pompiers volontaires, celle du financement des ressources (ex. équipement) et l’existence de plusieurs centres 911 dans la province.**

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui  Non

**Nous avons tous notre certification CIPC de la GRC; nous avons deux ordinateurs centraux sauvegardés en deux sites différents.**

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui  Non
- La formation reçue est-elle suffisante? **Dans une certaine mesure, oui; mais nous aurions besoin de rafraîchir nos connaissances ou de faire une nouvelle certification.**
- Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s’attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d’urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l’organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d’urgence connaissent-ils l’existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non
- Dans l’affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d’urgence?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**Saint John**  
**[traduction]**

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?

Oui                      Non     

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)**

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

Oui                      Non     

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui                      Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui                      Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité

- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui  Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui  Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

**Groupes de travail, au besoin**

**Questions de suivi**

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

Bien que nous ne soyons pas à l'heure actuelle « unilatéralement capable d'interrompre une émission ... pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence », nous participons à un programme pilote avec l'Organisation des mesures d'urgence de la province. En partenariat avec cet organisme et un radiodiffuseur local, nous avons acquis de l'équipement EMNet. Ce matériel est actuellement en cours d'installation et une formation sera bientôt donnée. Le but visé est d'étendre ce programme à d'autres municipalités et diffuseurs.

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

La province du Nouveau-Brunswick offre le service régional EMNet – comme nous l'avons expliqué plus haut, ce système n'a pas encore été étendu aux autres municipalités.

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez
    - Fournitures médicales
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)

- Aliments et eau
- Autres
  - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

La Régie régionale de la santé, en collaboration avec le ministère provincial de la Santé et Santé Canada, a établi une liste de fournitures d'urgence. Cette liste est toutefois en cours de révision à l'échelle régionale.

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui X (voir 2c)
- Non

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
  - J'ai accès à une cache
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède

Comme nous l'avons dit plus haut, la Régie régionale de la santé étudie le contenu et l'emplacement des caches de la Réserve nationale de secours dans la région. Nous n'avons pas été directement consultés quant au contenu et aux emplacements particuliers des caches, mais la Régie s'est engagée à nous tenir au courant des résultats de cette étude qu'elle vient d'entreprendre.

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Saint-Georges  
Québec**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Robert Poulin Directeur Service Incendie ,Mesure d'Urgence

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....x
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....x
- Poste frontière.....x
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..x
- Toutes ces réponses .....x

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui x Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

À l'occasion de débacle causée par la crue des eaux en période printanière et aussi lors de pluie diluvienne(3occasions dans les 5dernières années.

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui x Non



- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?  
4 fois dans les 5 dernières années.

## 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

Basé sur des documents provenant de différentes sources évoluant dans le milieu.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Un programme de révision du plan des mesures d'urgence est présentement en vigueur à la ville ,celui-ci se tient 2 fois l'an soit à l'hiver et à l'automne. À cette révision nous évaluons les risques et leur pertinence.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....x
- Service des incendies.....x
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....x
- Administration municipale .....x
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui  Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non )

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Nous avons avec les industries dressés une liste des principaux risques et de la possibilité d'affecter les entreprises voisines ainsi que la population concernée.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Ces renseignements sont pris en compte pour l'établissement de plans d'intervention auprès des entreprises ,ce qui nous aide aussi à établir notre capacité d'intervention.

## Saint-Georges

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste? Non pas spécifiquement antiterroriste.
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Manque de ressources et de temps pour en dresser un , cependant la ville possède des plans d'intervention pour d'autres situations d'urgence.

### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....x
- Quelque peu préparée ....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

Toujours en tenant compte des ressources financières et humaines dont dispose la municipalité.

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....x
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....x
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui  Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Nous possédons un poste de commandement ainsi que un poste miroir advenant que le

premier site serait affecté lors de l'événement, de plus nous avons aussi un poste commandement mobile. Ce poste commandement renferme tout les communications ,les informations documents afférant aux opérations de la ville (mappe ,informatique, téléphonie etc.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre  
Une structure de commandement intégré ,ainsi qu'une structure de site.
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Tout est relatif à la situation prépondérante.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....x
  - Ambulanciers .....x
  - Service des incendies .....x
  - Service de police .....x
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....x
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....x

## Saint-Georges

### 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui  Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Ne s'applique pas

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui      Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

n/a

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

n/a

## 5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Nous avons distribué dans tous les foyers de Saint-Georges la trousse :quoi faire en situation d'urgence, de plus nous disposons d'un système d'alerte face à la population sensible aux inondations.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui  Non

## Saint-Georges

### Système d'appel téléphonique automatique

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui            Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui            Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui  Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Mensuel, satisfait à date.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui            Non

Aucune expertise en ce domaine.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui  Non

Personnelle informatique en place.

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui  Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui  Non

**7) Rôle des Forces canadiennes**

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui  Non

Cependant avant de pouvoir faire appel à ce service il faut au préalable obtenir la permission du gouvernement provincial.

**8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)**

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui  Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

## Saint-Georges

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

Environ 40,000.00\$

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui            Non
- Dans la négative, pourquoi?

Nous sommes en attente des obligations qui seront fixés par le gouvernement du Québec

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui            Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

Voir réponse précédente

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui  Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui  Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui            Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui            Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?



9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Aucune

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Aucune

### Questions de suivi

1a.

Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.

Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez
  
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

## Saint-Georges

2a.

Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial X
      - Précisez
    - Fournitures médicales
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X
    - Aliments et eau
    - Autres X
      - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.

Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.

Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.

Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?

(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
  - J'ai accès à une cache X
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
- Non à tout ce qui précède

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Saint-Jean-sur-Richelieu  
Québec**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

**Michel Larivière, coordonnateur au Développement économique et coordonnateur adjoint aux mesures d'urgence pour la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu**

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est : **225,61 km<sup>2</sup>**
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....x

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....x
- Poste frontière.....x **à proximité de ± 18 à 20 km**
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport...x
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui x Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

**Contamination au plomb (couverture sur un large périmètre), verglas (1 mois sans alimentation électrique dans la ville en janvier 1998), crues des eaux printanières le long de la zone inondable de la rivière Richelieu, incendie majeur d'un commerce de piscines.**

## Saint-Jean-sur-Richelieu

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit? **Verglas en janvier 1998**

### 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

**Aux 3 ans environ**

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui  Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui  Non )

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention

antiterroriste?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Services municipaux : police, incendie, communications

### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée ....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui  Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non

## Saint-Jean-sur-Richelieu

- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

### Gestion de site

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

## 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui  Non

- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

## Saint-Jean-sur-Richelieu

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui  Non

### 17 – Par système d'alarme

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication



interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui  Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

**Téléphone satellite – vérification 2 fois par année**

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

**Non**

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

**7) Rôle des Forces canadiennes**

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non

## Saint-Jean-sur-Richelieu

- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui      Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui       Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui      Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui      Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

### 8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui      Non

### 8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

### 8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui      Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui      Non

- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### **9) Protection des infrastructures essentielles**

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui  Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui  Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## **Saint-Jean-sur-Richelieu**

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### **Questions de suivi**

(La municipalité n'a pas soumis de réponse aux questions de suivi)

**Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007**

**Saint-Jérôme  
Québec**

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

**1) Votre municipalité et vous**

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Serge Forget, Directeur général adjoint et coordonnateur des mesures d'urgence (depuis 1975 comme coordonnateur de m.u.)

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....x

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....x
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..x
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui x Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Bris d'une conduite majeure d'eau

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

## Saint-Jérôme

### 2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

annuellement

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....x
- Service des incendies.....x
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....x
- Organisation locale de gestion des urgences .....x
- Administration municipale .....x
- Tous les services susmentionnés .....x
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui  Non )
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non )

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Très bonne collaboration concernant les risques industriels majeurs

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui  Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Service de police municipal

### 3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée....x
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....x
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....x
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non x
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui x Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

N'est pas nécessaire et ça dépend du lieu de la catastrophe, de plus nous avons un centre principal en deux autres centres substituts, mais ils ne sont pas permanents.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SIGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SIGI, gestion de site, autre

Nous avons un comité de sécurité civile qui s'active sur demande du coordonateur municipal.

- Dans la négative, pourquoi?

## Saint-Jérôme

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui  Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

## 4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui  Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]



4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui  Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l’affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d’urgence.....
  - Acheter du matériel d’intervention .....
  - Constituer une capacité d’intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d’intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d’intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Nous déplorons en particulier le sous-financement en matière de communication, de subvention pour l’installation du centre des urgences , etc...

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui  Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l’intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui  Non
- Dans l’affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu’est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## Saint-Jérôme

- 4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

La demande s'est faite au niveau régional soit les Basses Laurentides pour l'achat d'équipements profitant à l'ensemble des municipalités et pilotée par la ville de Boisbriand.

- 4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 5) Sensibilisation du public

- 5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Nous avons publié et distribué dans chaque foyer en décembre 2006 le premier d'une série de trois pamphlets afin que les citoyens soient sensibilisés et préparés à l'éventualité de manque d'électricité, tempête de neige ou verglas, vents ou orages violents et pénurie d'eau potable. Cette publication permet aux citoyens de se préparer et d'être autonome pour une période de 72 heures. Les deux autres publications seront faites en 2007 et 2008 respectivement.

- 5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui  Non

Par la radio locale et nationale et si ça concerne un secteur de vive voix soit en personne, soit par distribution d'informations, par les journaux locaux.

- 5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui  Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui  Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous

différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui  Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui  Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Annuellement

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

oui

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui  Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui  Non

## Saint-Jérôme

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui          Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui          Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui          Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui          Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui          Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

## 8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui          Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui          Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui            Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### 9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui    x    Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui    x    Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui            Non    x
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui            Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui            Non    x
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui            Non

## **Saint-Jérôme**

- Dans l’affirmative, quel type d’aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- 9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d’infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

### **Questions de suivi**

(La municipalité n’a pas soumis de réponse aux questions de suivi)